

EN MARCHÉ !

# **Caminando!**

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 14, n° 5 • décembre 1994



**Romero,**  
de las Américas

**15<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat**

*San Romero de las Americas*

Parler de Monseigneur Romero quinze ans après son martyr et sa résurrection c'est surprenant. Parler de lui alors que je vis en exil à je ne sais combien de milliers de kilomètres de ma terre natale c'est encore plus étonnant. Nous souvenir de lui, voilà quelque chose qui nous touche profondément et nous habite constamment. Son exemple, son courage, son dévouement, nos coeurs ne les ont pas oubliés.

Je me souviens, comme si c'était hier, de ma première rencontre avec Mgr Romero le 19 mars 1977. Ce jour-là les communautés chrétiennes de tout le Salvador, ont organisé une manifestation, de Aguilares jusqu'à Paisnal en mémoire du Père Rutilio Grande qui avait été assassiné avec deux membres de sa communauté une semaine auparavant, le 12 mars. Cette procession s'est terminée par une messe concélébrée par plusieurs prêtres et notre archevêque Mgr Romero.

Nous étions réunis, très inquiets, en attendant l'arrivée de notre archevêque. Nous avions peur qu'il ne vienne pas. Nous nous sentions comme des brebis sans pasteur, mais il est enfin arrivé, très sérieux et soucieux. Nous l'avons reçu par des applaudissements et des acclamations. Je désire faire remarquer qu'à cette occasion sa présence était très importante pour nous. C'était comme s'il nous disait : «Vous n'êtes pas seuls, je suis ici avec vous». Notre vie de communauté chrétienne a suivi son cours, même si ce furent des moments très difficiles, parce que la pression augmentait de jour en jour. Les corps de «Sécurité» capturaient les gens, en faisaient disparaître plusieurs et assassinaient des membres de nos communautés.

Cette situation de douleur et d'injustice que nos communautés subissaient quotidiennement a fortement marqué la vie de Mgr Romero, l'amenant à réfléchir sur son option, sur son engagement comme pasteur du peuple. Deux mois à peine après l'assassinat du Père Rutilio, voilà que de nouveau, les groupes de répression assassinent un autre prêtre, le Père Alfonso Navarro Oviedo et avec lui Luisito, un enfant de la Communauté qui l'accompagnait. Avant l'enterrement, nous avons fait une procession dans les rues de sa paroisse et Mgr Romero était présent au milieu de nous. Il marchait devant le cercueil, triste, les yeux remplis de larmes et sur son visage on pouvait lire sa souffrance. Après la procession, il a prononcé l'homélie. Quelle homélie! Jamais je n'oublierai ses paroles où il dénonçait ce qui venait de se passer et ses paroles d'appui et d'encouragement pour nous, les fidèles. À ce moment-là, j'ai ressenti personnellement que Mgr Romero était vraiment mon frère, mon ami, mon père, le père de tous, toujours aimant et fidèle, toujours attentif et préoccupé de ses enfants, surtout des plus pauvres, des plus faibles et des plus marginaux.

Son engagement envers nous a grandi de jour en jour malgré toutes ses tâches comme archevêque de San Salvador. Il n'a jamais oublié les invitations que nous, «ses communautés» lui avons faites. Pour nous, les membres des communautés pauvres et marginales, c'était la première fois qu'un évêque nous visitait et nous accompagnait, pas seulement dans les

moments de douleur mais aussi dans les moments de fête et de joie. Il a célébré des baptêmes, des confirmations, des mariages et a participé à quelques reprises à des réunions qui se terminaient par des rires et des chants. Voilà comment Mgr a gagné notre affection. Nous nous sommes tournés vers lui et nous l'avons reconnu comme notre pasteur car il a su gagner nos coeurs. Écouter ses homélie c'était sacré pour nous. Sa prédication démontrait clairement qu'il était disposé à faire l'impossible pour le peuple qu'il aimait et qu'il voyait souffrir. Il dénonçait énergiquement les violations de la dignité humaine qui augmentaient sans cesse au Salvador. Il invitait à la conversion et annonçait la Bonne Nouvelle de l'Évangile pour notre temps.

C'est pour avoir été la voix des sans-voix, pour avoir dénoncé les injustices institutionnalisées et pour avoir exigé l'arrêt de la répression, que le lundi 24 mars 1980, alors qu'il célébrait la messe, il fut assassiné au moment précis de la consécration. Quand nous avons appris la terrible nouvelle, nous nous sommes sentis à la fois humiliés et craintifs. On venait de tuer notre pasteur, on nous arrachait notre défenseur! Maintenant qu'est-ce qu'y allait se passer? Qu'allions-nous devenir? Après une longue réflexion nous nous sommes dit : «Mgr continue à être avec nous, il est présent dans nos luttes quotidiennes parce que Mgr est un de ces morts qui ne meurent jamais». Nous nous sommes alors rappelé ses paroles prophétiques : «Si l'on me tue, je ressusciterai dans le peuple salvadorien». Nous l'avons pleuré comme on pleure un frère, un compagnon, un père et nous avons été avec lui lors de son enterrement malgré les menaces. Nous avons pleuré de nouveau en voyant tomber près de son cercueil plusieurs chrétiens qui, pour l'avoir accompagné jusqu'à la fin, ont aussi perdu la vie. Sans aucun doute l'accompagneront-ils dans l'éternité.

Sa mort nous a causé de la tristesse, de la douleur, du désarroi. Son enterrement a provoqué l'indignation et la colère, mais nous a incités à ne pas défaillir et à poursuivre notre tâche. De son vivant, Mgr Romero a été notre défenseur, notre pasteur mais maintenant il est notre guide, notre prophète et martyr, notre saint, car nous l'avons déjà canonisé et nos communautés l'appellent «saint Romero». Il est toujours présent dans notre travail en tant que communautés. Dans nos réunions nous nous souvenons de lui et nous citons ses paroles.

Quinze ans après son martyr et sa résurrection, les communautés de base, les communautés chrétiennes, tous, nous voulons continuer à protester contre l'assassinat de Mgr Romero et à le condamner. Nous voulons aussi dénoncer les assassinats de tant de Salvadoriens.

Monseigneur Romero vit et vivra dans le coeur du peuple salvadorien et comme dit le poète: «On pourra tuer le prophète mais pas sa voix proclamant la justice, jamais! On lui a imposé le silence mais l'histoire ne se taira jamais!»

**VILMA MUNGUÍA PALACIOS,  
MEMBRE DES COMMUNAUTÉS ECCLÉSIALES DE BASE  
DU EL SALVADOR (CEBES)**

# Dossier ROMERO 95



*Risquez l'audace au nom de la dignité.*

## L'audace de Romero

Toute l'histoire commence sur la grande place d'un petit pays d'Amérique centrale une journée ensoleillée, le 20 mars 1977, où 100 000 personnes se sont rassemblées pour célébrer une messe unique en mémoire d'un prêtre assassiné. Avant ce jour très peu de gens connaissaient l'horreur du drame qui secouait alors le Salvador. La persécution des leaders populaires et des opposants politiques à la dictature militaire ancestrale avait atteint de plein fouet l'Église catholique. L'assassinat du Père Rutilio Grande, le 12 mars 1977, vint briser l'alliance sacrée entre l'Église et l'État. Cet événement éveilla la plus profonde indignation du nouvel archevêque de San Salvador, Oscar A. Romero. Celui-ci réagit avec courage et détermination. Une fois en route sur le chemin exigeant de la vérité, il ne jeta aucun regard en arrière. Cohérent et libre vis-à-vis du Dieu de la vie, il ne recula point devant la terreur et le mensonge des idôles du Pouvoir et de l'Argent.

Ainsi déclarait-il le 1<sup>er</sup> janvier 1980 dans son message pastoral du nouvel an : « La violation des droits de l'homme – source principale des angoisses et des frustrations de notre peuple – révèle une négation effrayante de la vérité sur l'homme. Les systèmes socio-politiques dans lesquels nous évoluons ont pour base des concepts matérialistes qui détruisent et obscurcissent le concept chrétien de la personne humaine. Pour le capitalisme, l'homme est un objet d'exploitation et un sujet de consommation au service du dieu argent.

Pour la «sécurité nationale» , il est un piédestal qui doit toujours se trouver sous les pieds du dieu Pouvoir.»<sup>1</sup>

Au cours de sa vie Monseigneur Romero a su faire preuve d'audace. Il a su faire face au vent de l'histoire qui soufflait sur le Salvador de 1977 à 1980.

Au cours de ces trois années où il fût archevêque de San Salvador, il dû à maintes reprises prendre position pour défendre la dignité bafouée de son peuple. Ce mépris du danger, sa foi en la vérité de l'Évangile et en la dignité de toute personne humaine, faite à l'image de Dieu, de même que sa parole prophétique qu'il prononçait dans la cathédrale chaque dimanche, lui valurent persécution et martyr. Aujourd'hui vénéré et prié par le peuple du Salvador, son image resplendit aux quatre coins du monde. Il devient un modèle à suivre. Il est **saint Romero des Amériques**, pasteur, prophète et martyr.

Sa vie devient référence pour l'Église de notre temps. Pour tous ceux aussi qui osent défier l'ordre des privilèges établis et qui luttent pour l'instauration d'une véritable justice plus conforme au respect des droits humains. Il est probablement l'homme d'Église du XX<sup>e</sup> siècle auquel on fait le plus souvent référence. Romero nous inspire encore aujourd'hui la route à suivre. Il éveille en nous les forces vives de l'audace. L'audace de vivre et de continuer à lutter chaque jour. L'audace de semer dans le désert en gardant toujours présent



à l'esprit qu'un jour prochain se lèvera le soleil de Liberté.

Romero a cette capacité de susciter en nous la soif de justice. Une justice basée sur l'utopie de construire un jour un monde plus fraternel entre les peuples de la Terre. Même si cela viole les valeurs du «marché». Même si pour cela il nous

faut vaincre notre propre égoïsme et notre peur de l'autre.

Romero nous dérange car son choix clair en faveur des pauvres est un appel à la conversion. Conversion de nos mentalités reçues et forgées de par notre situation privilégiée en ce monde (ne sommes-nous pas les citoyens romains de l'an 2000?).

Romero a l'audace de nous interpeler à le suivre de l'autre côté de la frontière des exclusions politiques, économiques, sociales et culturelles.

Romero a eu l'audace d'aimer son peuple, riches et pauvres, mais en mettant tout son poids du côté des exclus du monde du travail et du marché de consommation. Romero a fait une option claire en faveur des exclus, une option préférentielle pour les pauvres du Salvador. Non pas seulement en parole mais par des gestes concrets d'écoute et d'accueil. Il fut témoin des souffrances et des espoirs de son peuple. Romero a aussi eu l'audace de rêver et d'espérer un monde meilleur pour son peuple. Et il ne s'est pas contenté de rêver, il a également indiqué la direction à prendre et les conditions pour réaliser ce rêve, cette utopie d'un règne de paix établi sur la justice.

Romero a eu l'audace de prendre place dans l'histoire par sa parole prophétique. Il a eu l'audace de nous rappeler qu'aujourd'hui encore les riches et les puissants de ce monde se font idolâtres.

Romero a eu l'audace de rejeter un système qui place l'argent et les profits avant les gens. Il a défié les idoles de la mort, les idoles qui, au mépris de la dignité et de la vie des gens, exigent toujours davantage pour alimenter la fournaise infernale. Fournaise où l'on sacrifie le labeur de la multitude au profit d'une infime minorité de créanciers. Le gouffre de la dette extérieure réclame toujours de plus grands sacrifices. Ces mêmes idoles au Nord détruisent le sens de la vie en ramenant l'être aux petites dimensions de l'avoir. Avoir excessif des uns qui menace la survie du plus grand nombre. Idoles du pouvoir et de l'argent qui cachent leurs intérêts derrière une froide logique faite de mensonges et de basesses. Romero a eu l'audace d'interpeler les riches et les puissants de son pays. Puis il s'est adressé lui-même au président de l'empire américain dont l'État salvadorien demeure un vassal au même titre que la Palestine vis-à-vis de Rome au temps du Christ. En effet, Romero avait écrit un mois avant sa mort, en février 1980, au président Jimmy Carter (voir la

lettre éditée dans ce dossier). Il lui fit part de ses craintes que n'augmente la répression des forces de l'ordre dans l'éventualité d'une aide militaire américaine. Ses craintes étaient fondées comme l'histoire le démontre: douze ans de guerre civile et 100 000 morts civils, 1 million de réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour une population de 5 millions d'habitants, et au bas mot 2 milliards \$ U.S. d'aide militaire américaine à un des gouvernements les plus sanguinaires des Amériques.

Romero a eu l'audace de vivre en annonçant la vérité jusqu'à l'ultime conséquence: celle de donner sa vie pour son peuple. Au nom de l'amour et par amour pour son peuple il s'est laissé guider par les exigences de la Vérité. Il n'a fait aucune concession sur le sens et la destination de sa mission. Il a connu l'audace des prophètes qui meurent en nous indiquant la route à suivre.

Romero illumine nos pas, il regarde tous les peuples de la Terre et leur dit : «Lève-toi et marche.»

La grandeur de l'homme et son immense humilité de coeur nous interpellent encore quinze ans plus tard. Elles nous révèlent non pas l'immensité de sa gloire personnelle (chose qu'il n'a jamais recherchée) mais la grandeur de ce qui l'a guidé. À travers ses actions et ses prises de positions prophétiques, il a su faire preuve d'audace. Aujourd'hui encore il incarne l'audace qui refuse le fatalisme que cherche à nous inculquer le système idolâtre. Romero a fait l'option de la vie et c'est cette vie qu'il nous donne en abondance.

L'histoire ne se termine pas sur cette grande place d'un petit pays où aujourd'hui repose le corps du saint et du prophète des Amériques. Sur cette place de la Liberté que les combattants de la vie ont nommé à juste titre en mémoire de tout ce sang versé la «Place des Martyrs», Monseigneur Romero du fond de sa cathédrale continue inlassablement de hanter la mémoire collective des Salvadoriens, donnant vie et espoir aux uns, remords et tourments aux autres.

**YVES CARRIER**

<sup>1</sup> Oscar ROMERO, *Assassiné avec les pauvres*, coll. Évangile du XX<sup>e</sup> siècle, Éd. Cerf, Paris, 1981.



# El Viejito<sup>1</sup> et les groupes organisés

**NOUS TRADUISSONS QUELQUES EXTRAITS TIRÉS DU LIVRE *PIEZAS PARA UN RETRADO*, DE MARÍA LÓPEZ VIGIL, UCA EDITORES. RÉDIGÉS TANTÔT PAR DES GENS QUI ONT CÔTOYÉ MGR ROMERO, TANTÔT PAR D'AUTRES QUI L'ONT SIMPLEMENT CROISÉS, CES ANECDOTES PEIGNENT LE PORTRAIT D'UN PERSONNAGE PROFONDÉMENT HUMAIN.**

Polín et Monseigneur Romero, assis côte-à-côte, parlent au même auditoire. Ce fut un panel préparé par la U.C.A. sur les organisations populaires. A ce moment là, Apolinario Serrasso Polín était déjà le Secrétaire général de FECCAS-U.T.C. intégré au bloc populaire révolutionnaire avec des milliers de paysans affiliés.

Il n'y a plus de place, le grand auditorium est rempli à craquer, et les gens se perchent dans les arbres pour pouvoir écouter. Une question est adressée à Polín, venant de l'auditoire.

— «Est-ce vrai que vous, ce sont les curés qui vous ont réveillés?»

— «Nous, c'est la réalité qui nous a réveillés. Quand nous revenons épuisés comme des bêtes, sous le soleil, et qu'il n'y a même plus de quoi acheter un remède pour un enfant malade, qui croyez-vous qui nous réveille?»

Il reçoit une ovation en réponse! Monseigneur Romero aussi applaudit avec enthousiasme.

(Cité par Placido Erdozain dans: «Monseigneur Romero martyr de l'Église populaire». Celadec, Lima, 1981.)

• • • • •

Pour la moindre incartade de rien du tout, arrivait à Aguilares la Garde et elle en finissait avec une famille entière, les fillettes étaient violées, les maisons brûlées et les garçons, disparus.

Un jour les «paysans organisés» — organisés et en colère — prirent d'assaut l'église de la paroisse, pour voir si leur protestation pour tant d'injustice ferait plus de bruit.

— «À l'enfant qui ne pleure pas on ne donne pas le sein, mais à celui qui a faim, personne ne le lui enlève.» C'est ce que disait Andrécito qui était toujours à inventer des choses!

Ils se sont donc emparés de l'église. Ils étaient une centaine, forts de leurs convictions, avec pour seules armes, leurs bannières et leurs dénonciations. Je suis sorti en courant vers San Salvador chercher Monseigneur Romero.

— Y a-t-il danger d'escarmouche, me dit-il, préoccupé?

— Quand n'y a-t-il pas de danger? Mais vous, Mgr Romero, que vous semble-t-il qu'il nous faut faire, les prêtres et les soeurs?

— Ce que font les paysans est juste, et vous devez toujours être du côté des paysans. Ce que peut faire la Garde est injuste. S'ils attaquent, vous devez quand même demeurer du côté des paysans. Accompagnez-les, puisque vous courrez le même risque.

Il ne doute pas. Nous, qui avons douté, nous sommes allés rejoindre nos compagnons.

JON CORTINA

• • • • •

«Le droit à l'organisation, personne ne peut le violer. La répression qui veut défaire les groupes organisés fait très mal car l'organisation est un droit humain que personne ne peut violer. Les revendications de ces organisations sont justes, elles doivent être entendues.

S'organiser est un droit et à certains moments, comme maintenant c'est aussi un devoir. Parce que les revendications sociales et politiques, doivent venir, non pas d'hommes isolés, mais bien de la force d'un peuple uni qui réclame ses justes droits. Le péché, c'est de ne pas s'organiser. Le péché, c'est, pour un chrétien, perdre la perspective de Dieu.»

Homélie du 16 septembre 1979.

• • • • •

«Occuper les églises, cette forme de lutte devint coutume dans les organisations populaires. Toutes les semaines il y avait des églises occupées à San Salvador. La Cathédrale était la préférée.

— « Mais qu'est-ce que vous voulez? »

— « Je vous ai déjà dit que cela n'était pas la méthode », se désespérait Monseigneur Romero.

<sup>1</sup> Expression populaire et affectueuse, utilisée par les Salvadoriens lorsqu'ils parlaient de Romero.



*Ce qu'il n'aimait pas, c'était que l'église étant occupée, personne ne pouvait y entrer, ni pour prier, ni pour y célébrer la messe. À cause de cela il n'était pas d'accord et il se fâchait. Ensuite*

*les gens qui avaient occupé l'église venaient vers lui et lui expliquaient les raisons. Il les écoutait et appuyait mieux leurs demandes, bien qu'il insistait toujours :*

— « Inventez d'autres méthodes, celle-ci n'est pas correcte ».

*Il passait son temps à les admonester, en même temps qu'à ceux de l'autre côté. Je me souviens, lorsque je-ne-sais-qui, envahit l'église du Calvaire, les curés et les religieux, pour les forcer à évacuer, coupèrent l'eau. Quand Mgr Romero le sut, il le leur reprocha: « Trouvez autre chose, ce n'est pas correct de les laisser sans eau. »*

*Ainsi, il se préoccupait de la sécurité, de la nourriture et de l'eau pour ceux qui envahissaient les églises, mais ne manquait pas de leur reprocher en privé comme en public, leur donnant de bons sermons!*

FRANCISCO CALLES

• • • • •

*« En temps normal, personne n'occuperait une église. En temps normal où il y a les canaux normaux d'expression, les églises seraient l'expression du sentiment religieux et rien de plus. Mais notre temps n'est pas normal. C'est un temps d'urgence. Et ainsi, comme si par malheur, nous secouait un tremblement de terre, les églises s'ouvriraient pour recueillir les gens frappés et blessés, et personne ne dirait que c'est une profanation. De même, aujourd'hui, c'est un temps d'urgence et il faut comprendre qu'en temps d'urgence il n'est pas facile de condamner des actes qui, en temps normal, peuvent être condamnés. »*

Homélie du 2 septembre 1979.

• • • • •

Les ouvriers de la fabrique de tissus « Leon » étaient en grève et une délégation des grévistes vint parler à Monseigneur Romero :

— « Paco, écoute-les à ma place et tu me raconteras ensuite » me dit-il.

Ce jour-là, il était très occupé. C'était ainsi tous les jours, il n'y avait pas de répit pour répondre à ceux qui venaient pour lui parler. Les délégations venaient pour l'informer des réclamations que faisaient les ouvriers et lui demander de parler dans son homélie de leur lutte.

C'est que la situation se resserrait tellement, que, seulement par la radio YSAX et les homélies, les gens pouvaient savoir ce qui se passait dans le pays. Le reste des médias de communication étaient censurés ou bien, pour contrarier les gens, ils ne parlaient de rien!

Je suis allé écouter les ouvriers afin de pouvoir raconter à Monseigneur ce qu'ils suggéraient.

— « Dis-leur que nous allons les aider mais raconte-moi bien les faits, qu'ils soient bien exacts! »

Je sortais de son bureau, quand il me rappela, l'air mystérieux :

— « Écoute Paco, (en baissant la voix) ne serait-ce pas qu'ils ont besoin d'argent? »

— « Bien sûr que oui, quand ils sont en grève ils font des collectes pour aider. »

— « Alors dis à Manuel – le Père Manuel Barrera était le trésorier – qu'il te donne 300 ou 400 colons et tu les remettras aux ouvriers de ma part. »

Cela me surpris! Si cela se savait, il pourrait être accusé de financer la grève, non pas parce que c'était beaucoup d'argent, mais par le fait même de donner.

— « Monseigneur m'a chargé de vous remettre ceci de sa part » leur dis-je, et je leur donne le pognon! Ils en furent estomaqués tout autant que je l'étais.

— « Ah! *el viejito*, d'hier à aujourd'hui, il a en fait du chemin!

FRANCISCO CALLES

*Les jours de fête, nous avions le droit de sortir, nous séminaristes. Aujourd'hui c'est jour de fête. Irons-nous au stade voir une partie ou au cinéma voir un bon film? À moins qu'on aille se promener jusqu'aux chutes, ou encore jusqu'au volcan, le Boquerón...*

*Comme cinq ou six d'entre nous – du groupe des plus anciens – sommes imbus de tout le mouvement populaire avec toutes ses organisations, nous décidons en ce premier jour de mai, d'aller à la marche des syndicats. Nous n'étions d'aucun parti politique, encore moins des ouvriers, nous n'étions que des badauds qui sympathisaient avec les gens. Là, nous avons vu passer les ouvriers avec leurs banderoles lançant des consignes à la foule des « organisés ».*

*Les prêtres de l'équipe de formation du Séminaire nous soupçonnaient déjà. Sans compter les séminaristes mouchards qui venaient espionner simplement pour pouvoir nous pointer du doigt par la suite. Le soir les directeurs du Séminaire nous ont fait demander: — « vous voulez faire de la politique? Eh bien, vous quittez le Séminaire! La décision est irrévocable. »*

*L'équipe en informa Monseigneur Romero et, le jour suivant c'est lui qui nous faisait demander. Qu'allait-il se passer? Nous ne le savions pas clairement lors de notre arrivée à son bureau. Il nous fit asseoir, et commenta l'information qu'on lui avait communiquée à notre sujet. Il nous tenait entre ses mains!*

— « Ici, l'on raconte que vous aidez les prêtres qui font de la politique, et que vous n'obéissez pas aux autorités du Séminaire... (Nous le voyions tellement sérieux que nous commençons à nous préoccuper) ... que vous allez dans les réunions politiques avec les organisés qui font des manifestations et que l'on vous a vus lire des livres que distribuent les organisations...

*La liste des accusations était longue, Monseigneur Romero paraissait monté par son goût de la lutte. À la fin, il termina: — « Et vous, que dites-vous de tout cela? Qu'il y a plus de bruit que de mal? Que me répondez-vous? »*

(Par où commencer? Nous avons donc commencé selon nos moyens...)

— « Aux manifestations, oui nous y allons parce qu'y vont nos voisins du quartier, nos familles, nos amis... Le premier mai, nous en avons vu plusieurs d'entre eux, les organisés sont nos propres gens, voilà!

— « Lire les écrits politiques nous apprend beaucoup. Ce n'est pas pour nous critiquer... »

— « La politique n'est pas un mal, Monseigneur, vous aussi on vous en accuse, simplement parce que vous parlez de ce qui se passe...! »

Enfin nous égrenions nos arguments. À la fin, il était encore très sérieux. Nous risquâmes la question.

— « Alors, Monseigneur, on va nous expulser du Séminaire pour cela? »

Il fit un arrêt, et nous nous voyions jetés à la rue tous les six!

— « Écoutez, nous dit-il toujours très sérieusement, au Séminaire vous êtes en apprentissage et vous devez apprendre à obéir, à vous sacrifier, à respecter l'opinion des autres et l'autorité... Mais aussi, vous devez apprendre quelles sont les réalités de

notre peuple, parce que c'est du peuple que vous êtes sortis et pour le peuple que vous êtes venus ici... de sorte que: soyez bien tranquilles, vous restez ici! Il leur faudrait m'expulser, moi aussi!!! »

À la sortie de son bureau des séminaristes attendaient la réponse... Nous leur avons crié tout contents: « On a gagné! »

MIGUEL VASQUEZ

• • • • •

« Avec des tanks et des mitraillettes, le peuple ne va pas se taire »; « Nous vaincrons! » « Viens Seigneur car le socialisme ne suffit pas! » Chaque jour nous voyons le barbouillage des slogans sur les murs de San Salvador, les rues remplies d'inscriptions. Monseigneur Romero n'aimait pas ce fouillis de consignes peintes sur les murs, il les censurait sur-le-champs.

Ce fut Polin qui le fit changer d'opinion:

— « Expliquez-moi Apolinaire, lui dit Monseigneur, comment vous comprenez ce désordre, pour voir si vous pouvez me faire comprendre. »

— « Écoutez Monseigneur, nous n'avons pas de journaux; sur quel édifice ou quel coin de rue, avons-nous la chance de coller une affiche? Pour une annonce à la radio combien croyez-vous qu'on nous chargerait? Et même si nous avions l'argent, nos annonces ne passeraient pas. Alors, comment résoudre le problème? Une paire de compagnons montent la garde dans la rue, et un autre va écrire le message sur le mur, et ça y est! Les graffitis sont notre communication avec le peuple. Les murs deviennent les journaux des pauvres. Captez-vous l'idée? »

Il la capta, et comme bien d'autres choses, il arriva à se jumeler aux idées de Polin, si bien qu'il lui disait parfois: — « Écoutez Apolinaire, aujourd'hui au lieu de prier, je viens causer avec vous! » Et il passait une heure entière à causer avec lui.

RUTILIO SANCHEZ





# Pauvreté sans frontière

**DU 30 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE DERNIER, SE DÉROULAIT À MONTRÉAL LE COLLOQUE «COMBATTRE LA PAUVRETÉ AU NORD COMME AU SUD». CE COLLOQUE SE VOULAIT PRÉPARATOIRE POUR LE SOMMET DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL. NOUS REPRODUISONS DES EXTRAITS DE L'EXCELLENT TEXTE DE GEORGES LE BEL INTITULÉ «LA PROBLÉMATIQUE D'ENSEMBLE».**

Nous vivons une époque où sont remises en cause les idées et institutions qui ont alimenté et structuré notre action depuis bientôt cinquante ans. Libérés de la crainte de transformations révolutionnaires, confiants qu'ils pouvaient absorber et contrôler les conséquences de la décolonisation et de l'indépendance des États, les néo-libéraux ont réalisé depuis bientôt 15 ans une formidable transformation en s'accaparant les bénéfices des richesses produites. Pour réaliser cette arnaque, ils ont eu besoin de recourir de nouveau à l'ancienne idéologie libérale du marché et de la liberté individuelle. Au Sud, on parle d'ajustements structurels, alors qu'au Nord on parle de «libéralisation des échanges» pour remettre en cause les politiques sociales. Les mêmes objectifs monétaires et économiques doivent recourir à des tactiques et des stratégies différentes pour tenir compte des composantes culturelles, des niveaux de développement et des pratiques bancaires différentes. L'État qu'on disait «providence» et auquel nos sociétés avaient conféré le rôle de garant de l'égalité économique, sociale et culturelle, abdique maintenant cette responsabilité et parle la langue d'un désengagement et de la privatisation. La frontière du tiers-monde passe maintenant au sein des sociétés du Nord de plus en plus duales.

La face positive de l'idéologie libérale est le recours au discours des droits individuels de la personne dont le culte a été célébré avec fastes et fanfares à la Conférence mondiale de Vienne en 1993. La gestion néo-libérale de ces droits qui isole les individus nie le caractère global et interdépendant des droits individuels, économiques et sociaux. Cette idéologie individualiste attaque à sa source même le fondement de la société, ce qui fait que l'on accepte de vivre ensemble: la solidarité. Cette idéologie garantit la liberté à ceux qui en ont les moyens mais n'en donne pas les moyens à ceux qui ne l'ont pas; elle implique surtout une remise en cause des droits économiques, sociaux et culturels qui n'ont pas été conçus comme individuels, mais postulent la communauté, la société et la solidarité. C'est à cette remise en question que nous assistons aujourd'hui. Le déficit de nos États, la crise de l'État-providence, le problème de la dette ne sont pas des événements fortuits; ils sont nés des politiques constantes des banques et des États. Mais ils nous sont servis aujourd'hui comme autant de menaces qui justifieraient les pires coupures.

L'idéologie de la mondialisation et de la globalisation permet de faire considérer nos maigres acquis comme autant de privilèges et d'obstacles au libre marché et à la libre circulation des marchandises et des travailleurs. Cette situation est d'autant plus grave que le discours dominant sur la technologie et la technique, loin de clarifier les enjeux, obscurcit encore plus les débats. Les travailleurs s'en trouvent réduits au rang de marchandises puisque les règles qui les régissent et les droits qui les protègent sont maintenant conçus comme des barrières non-tarifaires exactement comme les marchandises. Ce passage de l'État-Providence à l'État marchand se caractérise par une privatisation des rapports sociaux qui remet en cause la vieille distinction entre le public et le privé, renvoyant du même coup les femmes à la sphère privée de la famille, du travail domestique, bénévole ou à temps partiel. On redemande ainsi aux femmes de redevenir invisibles, de retourner à la sphère privée que leurs luttes leur avaient permis de quitter.

C'est en ce sens que les politiques sociales néo-libérales sont vraiment sexuées. Cet état de fait confère un rôle nouveau au concept de solidarité internationale. La dynamique des rapports Nord/Sud s'en trouve transformée; toutes les thèses sur le droit au développement, transmutes; la solidarité de peuple à peuple et de groupe à groupe est maintenant non seulement possible mais impérative quand l'objectif ultime n'est plus seulement la réduction des droits du travail, mais le nivellement par le bas de nos conditions de travail et de nos droits et la négation de notre droit universellement proclamé au travail.

La globalisation et la mondialisation ne sont pas des fatalités, mais des choix précis et conscients des néo-libéraux; et les conséquences de ces choix nous sont maintenant servis comme arguments pour réduire la responsabilité de l'État face au social auquel les riches contribuent de moins en moins et pour transférer ces responsabilités aux groupes privés ou volontaires. Les gouvernements québécois nous avaient habitués à cette tactique de nous menacer des pires coupures de telle sorte que lorsqu'elles arrivaient, nous étions toujours comme un peu soulagés et reconnaissants de nous en avoir laissé un peu. Au fédéral, on ne procède pas différemment dans l'actuelle dramatisation sur les politiques sociales canadiennes.

Nous ne devons pas nous faire les complices de cette dramatisation et du gonflement de la menace; mais au contraire, prendre notre place dans la définition des problèmes et des besoins, trouver les moyens de participer aux solutions, obtenir à la fois face, dans ou contre l'État de nouveaux moyens d'action qui tablent sur notre principale richesse: la solidarité.

### Que se passe-t-il au nord?

L'État se retire de toute une série de responsabilités et de tâches qu'il prétend transférer au secteur privé. C'est le thème de la fin de l'État-Providence, de la mondialisation, de la privatisation, du désengagement de l'État. Nous venons de vivre 15 années de politique néo-libérales et nous pouvons constater les dégâts: la société s'est coupée en deux; les riches s'enrichissent à un rythme indécent alors que la pauvreté gagne des couches de plus en plus larges de la population.

### Notre analyse

On peut être pauvre et très pauvre même au Nord même si l'on est vêtu et que l'on a un nombre minimum quotidien de calories.

Notre analyse est aux antipodes de cette thèse qui vise à dédouaner les États du Nord des obligations prises dans leurs engagements internationaux qui exigent une amélioration constante des conditions de vie, la mise en oeuvre interdépendante des droits fondamentaux dont le droit au travail, à la citoyenneté et à la parité démocratique. Nous disons que le Nord vit lui aussi un problème crucial de pauvreté et de paupérisation, parce que la pauvreté n'est pas affaire de besoins matériels minimaux, n'est pas affaires de «Basic needs», mais concerne la mise en oeuvre des droits à un travail et à un niveau de vie décent et la pleine participation à la société. On peut être pauvre et très pauvre même au Nord même si l'on a un toit, si l'on est vêtu et que l'on a un nombre minimum quotidien de calories. Nos revendications dépassent la simple satisfaction des besoins fondamentaux, et les pactes internationaux imposent aux États du Nord des responsabilités beaucoup plus larges dans le respect de nos droits. Mais les États du Sud concourent parfois avec les États du Nord dans la mesure où leurs besoins sont si grands que la contribution du Nord à la satisfaction de ces besoins minimaux constitue déjà un apport important. C'est là que se révèle les insuffisances du discours sur le droit au développement qui campe un Nord repu face à un Sud exsangue, s'interdisant ainsi de voir que la pauvreté affecte aussi le Nord, que des populations y développent aussi des luttes importantes et qu'il y a là un lieu concret de construction de solidarité concrète dans l'action alors que la frontière du tiers-monde passe maintenant sur le trottoir de la rue Sainte-Catherine.

### Pour nous

La pauvreté est générée dans nos sociétés par un système de marché dont le principal effet est d'exclure et de marginaliser ceux qui ne sont pas «compétitifs» au niveau global; plutôt que de chercher à constamment corriger les seuls abus le plus criants de ce système du marché global et mondialisé, il nous faut repenser le travail socialement productif comme seul facteur de démocratisation et de socialisation. Il ne peut y avoir de développement durable, ni de coopération internationale valable sans développement social qui présuppose l'inclusion, la participation et la pleine citoyenneté, (et non la marginalité). Il ne s'agit pas tant de proclamer de nouveaux droits que d'assurer de nouveaux recours à ceux qui en sont privés. L'ONU l'a constaté l'an dernier pour le Canada, la paupérisation est d'abord l'appauvrissement des femmes qui ont charge d'enfants; et il faut bien voir que tout le discours qui remet en cause la sécurité sociale et qui fustige la «dépendance» qu'elle créerait tente de retourner les femmes dans la famille, dans la sphère privée, dans le bénévolat et la subsistance; donnant ainsi un caractère nettement sexué à l'exclusion sociale et à la paupérisation.

Si la pauvreté ce n'est pas les «Basic needs» (besoins fondamentaux) et qu'il s'agit surtout d'une catégorie étatique dans laquelle les intéressés ne se reconnaissent pas, l'action sur la pauvreté doit prendre d'autres formes que le traitement direct de la pauvreté ou la prise en compte «sensorielle» de chacun des «problèmes» sociaux qui y sont associés; alors que c'est toute la société qui est remise en cause par la pauvreté. C'est ainsi que l'on saisit que la pauvreté est intimement liée au phénomène de l'exclusion et que la solution passe par un mode nouveau d'intégration sociale.

GEORGES LEBEL





# L'audace québécoise

## Tout le monde aux postes

En mai 1993, le ministre des Affaires sociales, Monsieur Bourbeau décidait de ne plus faire suivre les chèques aux personnes assistées sociales qui déménagent même si elles ont payé leur changement d'adresse au bureau de poste. À la suite de cette décision du Ministre, le Regroupement des personnes assistées sociales de Granby et région inc. a trouvé urgent de dénoncer cette injustice en tenant une conférence de presse au bureau de poste local. Un employé de la Société des postes était alors intervenu pour sommer le groupe de quitter les lieux car notre geste « ternissait l'image » des postes. On a quand même réussi à affirmer notre droit au respect et à la dignité avant que les policiers n'interviennent...

**CÉLINE GALIPEAU ET HENRIETTE BAZINET, POUR LE R.E.P.A.S.**

## Souvenirs de la Taxe d'eau

Je me souviens des années 1974-78 lorsque je luttais dignement avec l' A.D.D.S.M. contre le paiement de la Taxe d'eau à la ville de Montréal, quand cela représentait un 13e mois de loyer.

Malgré le risque d'amende et même d'emprisonnement, devant ou près de l'hôtel de ville, nous faisons un grand feu dans lequel, nous brûlions les états de compte et même les avis de cours (subpoenas).

Les policiers nous surveillaient très très étroitement, mais tout se déroulait dans l'ordre et la dignité. Malgré tout plusieurs d'entre nous amenaient leurs enfants, leurs expliquant ainsi l'injustice mais aussi l'audace de se défendre et comment le faire!

**MARGUERITE BOURGEOIS**

## Travailler sans emploi

Tanné de toujours faire des programmes d'employabilité sur l'aide sociale, Dany, 28 ans, ne voit pas le bout du tunnel quand il s'agit d'avoir une vraie job. Il se rend compte qu'il y a des entreprises qui abusent de la main-d'oeuvre car elles auraient eu les moyens d'embaucher du personnel. Il veut les dénoncer. C'est alors qu'il décide de former un petit groupe pour voir ce qu'il y aurait à faire. Il tente même d'obtenir une liste d'employeurs utilisant ces fameux programmes. À force d'en parler, il est soutenu par un ensemble de jeunes de différentes régions du Québec. C'est alors que la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) obtient la liste d'employeurs; il veut lui-même participer au tri des listes. Des conférences de presse sont organisées dans cinq régions du Québec pour dénoncer ces employeurs. Dany est celui qui, dans sa ville, a fait le témoignage sur les nombreux programmes qu'il a faits. Il a peur mais il a tout à gagner: sa dignité, son geste public de conscientisation... et sa prise de parole au nom de tous ceux et celles qui se taisent. Invitations à se joindre à lui.

**YVES LAPIERRE,  
JOC NATIONALE**

## Gérald Godin 1938-1994

Qui aura été le premier littéraire du Québec à peindre ses personnages du peuple en dignité et force plutôt qu'en pauvreté et faiblesse? Godin.

Ses Cantouques ne donnent jamais l'impression d'un langage populaire en contreplaqué. Avant d'être un matériau littéraire comme un autre, le joul était pour lui un choix politique autant qu'un témoignage flambant de la vraie vie. «Une des revanches du colonisé», dit Godin, «c'est qu'il arrache son langage au colonisateur pour lui donner un sens autre». Le travail politique de Godin a été de faire circuler ce langage et ces réalités. Activiste intelligent et responsable, il a trouvé les outils (journalisme, édition, poésie, politique partisane). Dans ses entreprises, Godin avait l'audace, mal vue dans la gauche québécoise, de s'occuper de mise en marché, d'administration et d'organisation, suffisamment pour que son projet aboutisse...



DANIEL S.-LEGAULT

## Femmes et ministères

Suite à la «Lettre apostolique de Jean-Paul II sur l'ordination sacerdotale exclusivement réservée aux hommes», datée du 22 mai 1994, Femmes et Ministères a risqué une parole publique audacieuse: NON au silence! OUI au dialogue et à la poursuite de la recherche en ce qui concerne le ministère ordonné pour les femmes!

C'est pourquoi nous avons déposé, auprès de la Conférence des évêques catholiques du Canada (C.E.C.C.), une requête à laquelle se sont associées plus de 2 000 personnes de différents milieux.

Notre demande: que la C.E.C.C. prenne les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite des recherches sur la participation des femmes à la vie, à la mission et aux ministères ecclésiastiques quels qu'ils soient.

Ce geste, Femmes et Ministères l'a posé au nom de la dignité humaine et en tant que croyantes dans le peuple de Dieu en marche. Un très beau passage de Clodovis Boff donne tout le sens du geste posé et éclairé ce qui nous motivé comme groupe à poursuivre avec ténacité: «Elles quêtent le lien exact où les choses "se mettent en croix" sur le chemin de l'Histoire. Voulant palper les "reliefs" du temps, les "bosses" d'une conjoncture, elles touchent le côté où l'avenir fait pression sur le présent. Ce sont les interrogations qui s'imposent à un moment donné et que Vatican II a appelées "signes des temps"».<sup>1</sup>

D'autres femmes aussi risquent l'audace. Dernièrement, à Moncton, le Comité diocésain pour la promotion de la femme en Église a fait parvenir à Monseigneur Chiasson et au président de la C.E.C.C., une requête similaire à la nôtre; requête appuyée par plus de 1 700 signatures de catholiques de la région du Nouveau-Brunswick.

Dans un monde où la dignité humaine est bafouée, dans une Église dont la moitié de ses membres n'ont pas droit à l'égalité, risquer l'audace au nom de la dignité devient geste prophétique!

CÉLINE GIRARD, COORDONNATRICE

<sup>1</sup> Clodovis Boff, *Théorie et pratique. La méthode des théologies de la libération*, coll. «Cogitatio Fidei», n° 157, Paris, Cerf, 1990, p.296.

## Mon audace s'enracinait dans la solidarité...

Au Hilton, nous étions dans une situation pénible d'humiliation avec des conditions de travail incroyables. Nous faisons face à une multinationale sans cœur et à un syndicat américain contrôlé par la pègre. Il fallait se lever debout et vivre dans la dignité. La lutte a duré quatre ans pour avoir un vrai syndicat et être respectés. Il y a eu les menaces, les congédiements, des procès, des attentes... Où avons-nous puisé notre audace? Nous nous sommes sentis ensemble dans une même oppression et nous nous sommes tenus. Nous sommes devenus une famille cimentée par le même désir de s'en sortir. Mon audace s'est nourrie de ces hommes et de ces femmes qui ont dit: «on ne lâchera jamais».

BENOIT FORTIN



# Lettre à Carter

Monsieur le Président,

Ces derniers jours a paru dans la presse nationale une information qui m'a sérieusement préoccupé. D'après celle-ci, votre gouvernement étudie la possibilité de soutenir économiquement et d'aider militairement la junte gouvernementale actuelle.

Parce que vous êtes chrétien et parce que vous avez dit que vous vouliez défendre les droits de l'homme, je me permets de venir vous exposer mon point de vue pastoral sur cette information et de vous faire une demande précise.

Je suis très préoccupé par cette information selon laquelle le gouvernement des Etats-Unis étudie la façon d'aider la course aux armements pour le Salvador, en envoyant des équipes de militaires et de conseillers «pour l'entraînement de trois bataillons salvadoriens en logistique, en transmissions et en renseignement». Si cette information est vraie, votre gouvernement, loin de contribuer à l'établissement d'une justice plus grande et de la paix, favorisera au contraire l'injustice et la répression contre le peuple organisé, lequel a très souvent lutté pour que soient respectés ses droits les plus élémentaires.

La junte gouvernementale actuelle et, surtout, les Forces armées et les corps de sécurité n'ont malheureusement pas fait la preuve de leur capacité à résoudre, pratiquement et structurellement, les graves problèmes nationaux. Ils n'ont fait en général que recourir à la violence répressive, ce qui s'est soldé par un nombre de morts et de blessés beaucoup plus important que sous les régimes militaires antérieurs dont la violation systématique des droits de l'homme a été dénoncée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA (Organisation des États américains).

La manière brutale avec laquelle les forces de sécurité ont récemment expulsé les occupants du siège de la Démocratie chrétienne, en assassinant certains d'entre eux, et cela malgré que la junte gouvernementale et le parti n'aient -semble-t-il- pas autorisé l'opération, cette manière brutale montre à l'évidence que la junte et la Démocratie chrétienne ne gouvernent pas le pays; le pouvoir politique est aux mains de militaires sans scrupules, qui ne savent faire qu'une seule chose: réprimer le peuple et favoriser les intérêts de l'oligarchie salvadorienne.

S'il est vrai qu'en novembre dernier «un groupe de six américains était en El Salvador (...) pour livrer deux cent mille dollars en masques à gaz et gilets pare-balles et pour en montrer l'utilisation dans les manifestations», alors vous devez savoir que depuis cette date, à l'évidence, les forces de sécurité ainsi protégées et avec une efficacité accrue ont réprimé encore plus violemment le peuple par l'utilisation d'armes mortelles.

Aussi, en tant que Salvadorien et qu'archevêque du diocèse de San Salvador, ai-je l'obligation de veiller à ce que règnent la foi et la justice dans mon pays. C'est pourquoi, si vous voulez vraiment défendre les droits de l'homme, je vous le demande:

- Interdisez cette aide militaire au gouvernement salvadorien!
- Garantissez-nous que votre gouvernement n'interviendra ni directement ni indirectement, par des pressions d'ordre militaire, économique, diplomatique, etc., pour influencer sur les destinées du peuple salvadorien!

Notre pays traverse en ce moment une grave crise économique et politique. Il est néanmoins indubitable que le peuple est de plus en plus conscientisé et de mieux en mieux organisé. Il devient ainsi plus responsable et plus apte à gérer l'avenir du Salvador; il est seul capable de régler sa crise.

Il serait injuste et regrettable que, par l'ingérence de puissances étrangères, le peuple salvadorien soit frustré, réprimé et mis dans l'impossibilité de décider de façon autonome de la trajectoire économique et politique à suivre par notre patrie. Ce serait violer un droit que les évêques latino-américains réunis à Puebla ont reconnu publiquement: «la légitime autodétermination des peuples latino-américains leur permettant de s'organiser en fonction de leurs caractéristiques propres et de leur histoire, et de collaborer à l'instauration d'un nouvel ordre international» (Puebla, 505).

J'espère que vos sentiments religieux et votre sensibilité à la défense des droits de l'homme vous permettront d'accepter ma demande, de sorte qu'il n'y ait pas davantage de sang versé dans ce douloureux pays.

Avec mes salutations.

**OSCAR A. ROMERO, ARCHEVÊQUE**

12 février 1980

# La dimension politique de la foi



**Extraits du discours à l'université de Louvain pour la réception du titre de docteur *honoris causa* le 2 février 1980.**

**À LOUVAIN, ROMERO TENTE UNE SYNTHÈSE DE TOUTE L'ACTION DE SON DIOCÈSE OU PLUTÔT, IL ESSAIE DE DÉFINIR QUEL EST LE RESSORT DE TOUTE CETTE ACTION, SON INSPIRATION FONDAMENTALE, SA JUSTIFICATION, BREF CE QUI LA POUSSE EN AVANT, MAIS LA DISTINGUE D'UNE ACTION POLITIQUE. C'EST LE PRINCIPE ÉVANGÉLIQUE DE L'INCARNATION DANS LE MONDE DES PAUVRES.**

**LA DÉFENSE DES PAUVRES DONNE À L'ÉGLISE UNE VISION CLAIRE DE SA MISSION, UNE SÉCURITÉ ACCRUE, MÊME SI CELA L'ENTRAÎNE DANS LA PERSÉCUTION. PAR AILLEURS, LE CONTACT AVEC LES PAUVRES L'OBLIGE À RELIRE LES DONNÉES DE LA FOI ELLE-MÊME. LES PAUVRES ÉVANGÉLISENT L'ÉGLISE. C'ÉTAIT UNE DES GRANDES INTUITIONS DE PUEBLA.**

Je viens du plus petit pays de la lointaine Amérique Latine. Je viens en portant dans mon cœur de chrétien, de Salvadorien et de pasteur, le salut, la reconnaissance et la joie de partager des expériences vitales. Je vous parle aujourd'hui en toute simplicité comme un pasteur qui, au contact de son peuple, a appris peu à peu cette belle et dure vérité: la foi chrétienne ne nous sépare pas du monde, elle nous y plonge; l'Église n'est pas un refuge en dehors de la cité, mais elle suit ce Jésus qui a vécu, travaillé, lutté et perdu la vie au cœur de la cité, de la «polis». C'est en ce sens que je voudrais parler de la dimension politique de la foi chrétienne; au sens précis des répercussions de la foi sur le monde et aussi des répercussions qu'entraîne pour la foi l'insertion dans le monde. Nous devons l'énoncer clairement dès le début: la foi chrétienne et la vie de l'Église ont toujours eu des répercussions socio-politiques. Par action ou par omission, par connivence avec tel ou tel groupe social, les chrétiens ont toujours exercé une influence dans la configuration socio-politique du monde dans lequel ils vivent. Le problème est de savoir quelle doit être cette influence sur le monde social et politique pour que ce monde corresponde en vérité à la foi. sauver en totalité, et de le sauver dans l'histoire, ici et maintenant. L'Église est là pour être solidaire des espoirs et des joies, des angoisses et des tristesses des hommes. Comme Jésus, l'Église existe pour évangéliser les pauvres et relever les opprimés, pour chercher et sauver ce qui était perdu (cf. *Lumen gentium*, n° 8).

Pour le dire en une seule fois et d'une seule parole qui résume et concrétise tout: le monde que doit servir l'Église, c'est, pour nous, le monde des pauvres. Notre monde salvadorien n'est pas une abstraction. Ce n'est pas seulement un cas de plus de ce que l'on entend par «monde» dans les pays développés comme le vôtre. C'est un monde qui, dans son immense majorité, est formé par des hommes et des femmes pauvres et opprimés. Et de ce monde des pauvres, nous disons qu'il est la clef pour comprendre la foi chrétienne, la vie de l'Église, la dimension politique de cette foi et cette vie de l'Église. Ce sont les pauvres qui nous disent ce qu'est la

«polis», la cité, et ce que signifie pour l'Église: vivre réellement dans le monde.

## Incarnation dans le monde des pauvres

Comme en d'autres endroits d'Amérique Latine, après de nombreuses années et peut-être même des siècles, ont retenti parmi nous les paroles de l'Exode: «J'ai entendu la clameur de mon peuple, j'ai vu l'oppression qu'on lui a fait subir» (Exode 3,9). Ces paroles de l'Écriture nous ont donné des yeux nouveaux pour voir ce qui a toujours existé chez nous, mais qui a été si souvent dissimulé, même au regard de l'Église. Nous avons appris à voir quel est le fait primordial de notre monde, et nous l'avons jugé comme pasteurs à Medellin et à Puebla. « Cette misère, en tant que fait collectif, est une injustice qui crie vers le ciel » (cf. Medellin, «Justice», n° 1).

Le fait de constater ces réalités et d'en recevoir l'impact, loin de nous détourner de notre foi, nous a rendus au monde des pauvres comme à notre lieu véritable; il nous a poussés, comme premier pas fondamental, à nous incarner dans le monde des pauvres. Nous y avons trouvé les visages concrets des pauvres dont parle Puebla (cf. n° 31, 39).

Dans ce monde sans visage humain, sacrement actuel du Serviteur souffrant de Yahvé, l'Église de mon diocèse a essayé de s'incarner. Je ne dis point ceci dans un esprit triomphaliste, je sais trop bien tout ce qui nous manque encore pour avancer dans cette incarnation. Mais, je le dis avec une joie immense, nous avons fait l'effort de ne pas passer au large, de ne pas faire un détour devant le blessé rencontré sur le chemin, et de nous approcher de lui comme le bon Samaritain.

C'est cette approche du monde des pauvres que nous considérons à la fois comme une incarnation et comme une conversion. Les changements nécessaires au sein de l'Église, dans sa pastorale, l'éducation, la vie sacerdotale et religieuse,



dans les mouvements laïcs, que nous n'avions pas pu réaliser tant que notre regard était fixé uniquement sur l'Église, nous les réalisons maintenant que nous nous tournons vers les pauvres.

### **L'annonce de la Bonne nouvelle aux pauvres**

C'est une nouveauté dans notre peuple que les pauvres voient aujourd'hui en l'Église une source d'espérance et un appui pour leur noble lutte de libération. L'espérance qu'anime l'Église n'est ni naïve ni passive, c'est plutôt un appel lancé à partir de la parole de Dieu à la responsabilité des masses des pauvres, à leur prise de conscience, à leur organisation, dans un pays où, avec plus ou moins de force selon les cas, cette organisation est interdite par la loi ou en fait. Elle constitue également un soutien, parfois critique aussi, à leurs justes causes et à leurs revendications.

L'espérance que nous prêchons aux pauvres est destinée à leur rendre leur dignité et les encourager à être, eux-mêmes, les artisans de leur propre destin. En un mot, l'Église ne s'est pas seulement tournée vers le pauvre, mais elle a fait de lui le destinataire privilégié de sa mission, car, comme dit Puebla, «Dieu prend leur défense et les aime» (n° 1, 142).

### **L'engagement à défendre les pauvres**

Non seulement l'Église s'est incarnée dans le monde des pauvres et leur donne une espérance, mais aussi, elle s'est fermement engagée à les défendre. Chaque jour les masses pauvres de notre pays sont opprimées et réprimées par les structures économiques et politiques. Chez nous, les paroles terribles des prophètes d'Israël sont toujours vraies: il en est chez nous qui «vendent le juste pour de l'argent et le pauvre pour une paire de sandales» (Amos 8,6); il en est qui amassent le butin de la violence dans leurs palais et qui écrasent les pauvres; il en est qui sont couchés sur des lits de marbre et qui font s'approcher un règne de violence (cf. Amos 6,4); il en est qui «ajoutent maison à maison, champ à champ, jusqu'à occuper toute la place et rester seuls dans le pays» (Isaïe 5,8).

Ces expressions des prophètes Amos et Isaïe ne sont pas des paroles lointaines, d'il y a des siècles, ce ne sont pas seulement des textes que nous lisons avec respect dans la liturgie. Ce sont des réalités quotidiennes, que nous vivons tous les jours dans leur cruauté et leur brutalité. Nous les vivons quand viennent à nous des mères et des épouses d'hommes arrêtés et disparus, quand on trouve des cadavres défigurés dans des cimetières clandestins, quand sont assassinés ceux qui luttent pour la justice et la paix.

Dans cette situation de conflits et d'antagonismes dans laquelle une minorité contrôle le pouvoir économique et politique, l'Église s'est mise du côté des pauvres et a assumé

leur défense. Il ne peut en être autrement car elle se souvient de ce Jésus qui avait pitié des foules. Pour défendre les pauvres, elle est entrée en conflit grave avec les puissants des oligarchies économiques et les pouvoirs politiques et militaires de l'État.

Cette défense des pauvres, dans un monde sérieusement conflictuel, a fait apparaître un fait nouveau dans l'histoire récente de notre Église: la persécution.

Les gens menacés, enlevés, torturés et assassinés se comptent par centaines et par milliers. Comme toujours dans la persécution, c'est le peuple chrétien pauvre qui a été le plus persécuté.

Il est évident que notre Église a été persécutée au cours de ces trois dernières années. Mais le plus important, c'est d'examiner pourquoi elle a été persécutée. On n'a pas persécuté n'importe quel prêtre, ou attaqué n'importe quelle institution. On a persécuté et attaqué cette partie de l'Église qui s'est mise du côté du peuple pauvre et qui a pris sa défense. De nouveau nous rencontrons ici la clef pour comprendre la persécution de l'Église: ce sont les pauvres. De nouveau, ce sont les pauvres qui nous font comprendre ce qui s'est réellement passé. Et c'est pourquoi l'Église a compris la persécution à partir des pauvres. La persécution a été occasionnée par la défense des pauvres, et elle n'est pas autre chose que le partage du destin des pauvres.

La vraie persécution s'est exercée sur le peuple pauvre qui est aujourd'hui le corps du Christ dans l'histoire. Les pauvres sont le peuple crucifié, comme Jésus; le peuple persécuté comme le Serviteur de Yahvé. Ce sont eux qui complètent en leurs corps ce qui manque à la passion du Christ. Pour cette raison, quand l'Église s'est organisée et unifiée en recueillant les espoirs et les angoisses des pauvres, elle a subi le même sort que Jésus et que les pauvres: la persécution.

### **La dimension politique de la foi**

Telle est, à grands traits, la situation et l'action de l'Église au Salvador. La dimension politique de la foi n'est pas autre chose que la réponse de l'Église aux exigences du monde réel, socio-politique, dans lequel elle vit. Ce que nous avons redécouvert, c'est que cette exigence est primordiale pour la foi et que l'Église ne peut l'ignorer. Il s'agit du véritable choix en faveur des pauvres, de s'incarner dans leur monde, de leur annoncer une Bonne Nouvelle, de leur donner une espérance, de les encourager à une praxis libératrice, de défendre leur cause et de prendre part à leur destin. Ce choix de l'Église en faveur des pauvres explique la dimension politique de sa foi dans ses racines et dans ses traits les plus fondamentaux.

C'est parce qu'elle a opté pour les pauvres véritables et non pas fictifs, c'est parce qu'elle a opté pour ceux qui sont réellement opprimés et réprimés, que l'Église vit dans le

monde de la politique et se réalise en tant qu'Église au travers de la réalité politique. Il ne peut en être autrement du moment que, comme Jésus, elle va vers les pauvres.

### **La foi, à partir du monde des pauvres devient une réalité historique**

Nous savons mieux, maintenant, ce que signifie l'incarnation, ce que veut dire le fait que Jésus prit réellement chair humaine et qu'il se fit solidaire de ses frères dans la souffrance, dans les larmes et les plaintes, dans le don de soi. Nous savons qu'il ne s'agit pas directement d'une incarnation universelle, ce qui est impossible, mais d'une incarnation qui résulte d'un choix, d'une préférence: une incarnation dans le monde des pauvres. C'est à partir des pauvres que l'Église pourra exister pour tous, qu'elle pourra aussi rendre service aux puissants à travers une pastorale de conversion; mais pas l'inverse, comme c'est arrivé tant de fois.

Le monde des pauvres, aux caractéristiques sociales et politiques bien concrètes, nous enseigne où l'Église doit s'incarner pour éviter l'universalité fautive qui se termine toujours par l'entente avec les puissants. Le monde des pauvres nous enseigne ce que doit être l'amour chrétien qui recherche, bien sûr, la paix mais qui démasque le faux pacifisme, la résignation et l'inaction; qui évidemment doit être gratuit, mais qui doit rechercher l'efficacité historique. Le monde des pauvres nous enseigne que la sublimité de l'amour chrétien doit passer par la nécessité impérieuse de la justice pour les masses et ne doit pas fuir la lutte honnête. Le monde des pauvres nous enseigne que la libération arrivera non seulement lorsque les pauvres seront destinataires des bienfaits du gouvernement ou de l'Église elle-même, mais lorsqu'ils seront eux-mêmes les acteurs et les protagonistes de leurs luttes et de leur libération, et qu'ils démasqueront ainsi la racine ultime des faux paternalismes, y compris dans l'Église.

C'est ici que s'offre à l'Église, comme à tout homme, le choix le plus fondamental pour sa foi: être pour la vie, ou être pour la mort. Nous croyons clairement qu'il n'y a pas, en cela, de neutralité possible. Ou bien nous aidons les Salvadoriens à vivre, ou bien nous sommes complices de leur mort. C'est là qu'on rencontre la médiation historique de ce qui est le plus fondamental dans la foi: ou nous croyons en un Dieu de vie, ou nous suivons les idoles de la mort.

Au nom de Jésus, nous oeuvrons naturellement pour une vie en plénitude, qui ne s'épuise pas dans la satisfaction des besoins matériels primaires, et ne se limite pas au domaine socio-politique. Nous savons très bien que la plénitude de la vie ne sera atteinte que dans le règne définitif du Père et que cette plénitude se réalise historiquement en servant dignement ce règne et en faisant au Père le don total de soi-même. Mais nous voyons aussi clairement que ce serait une pure illusion, une ironie, et, au fond, le plus grave des blasphèmes que d'oublier et d'ignorer au nom de Jésus les

niveaux les plus élémentaires de la vie, de la vie qui commence avec le pain, le toit, le travail.



Nous croyons avec l'apôtre Jean que Jésus est «le Verbe de vie» (I Jn 1,1), et que là où il y a vie, là se manifeste Dieu. Là où le pauvre commence à vivre, là où le pauvre commence à se libérer, là où les hommes peuvent s'asseoir autour d'une table commune pour partager, là est le Dieu de vie. C'est pourquoi, lorsque l'Église s'insère dans le monde socio-politique et œuvre avec lui de telle sorte qu'il devienne source de vie pour les pauvres, elle ne s'écarte pas de la mission, elle ne fait pas quelque chose de subsidiaire ou une tâche de suppléance, mais elle donne le témoignage de sa foi en Dieu, elle est l'instrument de l'Esprit, Seigneur et Créateur de vie.

Cette foi dans le Dieu de la vie explique ce qui est au plus profond du mystère chrétien. Pour donner vie aux pauvres, il faut donner *de sa propre vie* et même donner *sa vie*. Et c'est ce que nous voyons chaque jour dans notre pays.

C'est donc une histoire ancienne que la nôtre. C'est l'histoire de Jésus que nous essayons modestement de continuer.

### **L'option pour les pauvres : orientation de notre foi au milieu de la politique**

J'ai tenté d'élucider devant vous l'ultime critère, qui est théologique et historique, de l'action de l'Église dans le domaine socio-politique: le monde des pauvres. D'après le bénéfice qu'il en tirera, lui, le monde pauvre, l'Église appuiera, en tant qu'Église, tel ou tel projet politique.

Nous croyons que tel est bien le moyen de maintenir l'identité et la transcendance même de l'Église. Nous insérer dans le processus socio-politique réel de notre peuple, l'apprécier en fonction du peuple pauvre et appuyer tous les mouvements de libération qui conduisent réellement à la justice et à la paix pour les masses. Nous croyons que c'est la manière de maintenir la transcendance et l'identité de l'Église, parce que, de cette façon, nous maintenons la foi en Dieu.

Les premiers chrétiens disaient avec saint Irénée: «Gloria Dei, vivens homo», la gloire de Dieu, c'est l'homme vivant. Nous, nous pourrions concrétiser cela en disant: «Gloria Dei, vivens pauper», la gloire de Dieu, c'est le pauvre vivant. Nous croyons qu'à partir de la transcendance de l'Évangile, nous pouvons apprécier ce qu'est la vérité de la vie des pauvres, et nous croyons aussi qu'en nous mettant du côté du pauvre et en tentant de lui donner la vie, nous saurons ce qu'est la vérité éternelle de l'Évangile.

Source: Oscar Romero, *Assassiné avec les pauvres*, Cerf, Paris, 1989.

## Assassinat des jésuites au Salvador

# Je me souviens

**LE 16 NOVEMBRE DERNIER, À L'OCCASION DU 5<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DES JÉSUITES AU SALVADOR, LE COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE ORGANISAIT UNE SOIRÉE COMMÉMORATIVE. NOUS PUBLIONS UN EXTRAIT DU TÉMOIGNAGE QUE NOUS A LIVRÉ DENIS RACICOT DANS LE CADRE DE CETTE SOIRÉE. DENIS A TRAVAILLÉ PLUSIEURS ANNÉES AU SALVADOR COMME JURISTE, ET A CÔTOYÉ L'ŒUVRE DES JÉSUITES, NOTAMMENT CELLE DU PÈRE MONTES.**

On retrouve au Salvador des traces d'une haine peu commune et irrationnelle à l'égard de la compagnie de Jésus et de l'Université centraméricaine José Simeon Cans, la UCA comme on l'appelle communément, de la part du haut commandement des forces armées. Cette haine peut s'expliquer en partie par la rigidité idéologique de certains secteurs sociaux, par une incompréhension aveugle des motifs profondément chrétiens de l'oeuvre des Jésuites, par le mépris et la peur devant l'intelligence et devant la croyance en l'idée qu'ouvrir les portes de la connaissance pourrait avoir comme conséquence déterminante l'éclosion d'attitudes contestataires face à l'injustice.

Dans les années soixante on a assisté à une prolifération d'attaques contre les Jésuites pour leurs activités éducatives à l'externat San José. Il y a même eu une campagne pour les accuser d'introduire des idées subversives chez les jeunes et demander l'expulsion de certains d'entre eux du pays. Cette campagne a débouché en 1973 sur une enquête officielle par le Procureur Général de la République au cours de laquelle le Père Juan Ramon Moreno, une des victimes du 16 novembre 1989, dû faire une déclaration pour expliquer le contenu du programme éducatif de l'institution.

Entre 1972 et 1977, 5 prêtres furent arrêtés et détenus, 18 expulsés du pays et deux assassinés. À cette époque, le gouvernement a refusé au père Ellacuría, alors professeur de théologie et de philosophie à la UCA, l'entrée au pays, malgré sa citoyenneté salvadorienne, se moquant ainsi de ses droits constitutionnels et des normes internationales en vigueur. Le 12 mars 1977, le père jésuite Rutilio Grande qui travaillait à Aguilares, fut violemment assassiné en compagnie de deux laïcs, quand il allait célébrer une messe à El Paisnal. Après cet assassinat ont suivi les expulsions, les détentions et les menaces. L'Union guerrière blanche, le groupe paramilitaire qui avait impulsé la campagne «Sois patriote, tue un curé», menaçait de tuer tous les prêtres s'ils ne quittaient pas le pays.

Dans les années 80 la violente campagne contre les jésuites et la UCA s'est amplifiée. La bibliothèque et l'imprimerie de la UCA ont été attaquées avec des explosifs. En octobre 1980, la résidence des jésuites a été la cible de deux attentats à la bombe en l'espace de trois jours. Le père Segundo

Montes en est sorti indemne de manière providentielle. Le père Ellacuría pour sa part, fut avisé qu'il existait un plan des forces armées pour l'assassiner. Il a évité la menace en sortant du pays, où il est revenu seulement en avril 1982. La UCA fut stigmatisée comme le symbole de la conspiration communiste, et le père Ellacuría, en particulier, fut accusé de se dédier à la «déformation mentale de la jeunesse».

En 1986, le parti ARENA a débuté une campagne au sein de l'Assemblée législative pour retirer au père Ellacuría sa citoyenneté salvadorienne. Le 10 septembre 1986, Armando Calderon Sol a proposé de créer une commission spéciale pour enquêter sur les faits et gestes du père Ellacuría, alors recteur de la UCA. L'escalade des attaques a continué et à la fin de l'année 1988 les forces armées ont publié un encart publicitaire dans lequel de manière mal intentionnée le père Ellacuría était signalé comme justifiant l'usage par la guérilla de voitures piégées.

Quant au Directeur de IDHUCA, le père Segundo Montes, il a été l'objet d'attaques calomnieuses dans les médias de la part des forces armées et du parti ARENA. En avril 1989, après l'assassinat du Procureur Général de la République, le général Zepeda, alors commandant de la Première Brigade d'infanterie à San Salvador, avait affirmé que « la UCA était le lieu où se planifiait la stratégie de la guérilla. » À nouveau, l'imprimerie de la UCA fut l'objet d'un attentat à la dynamite. Le journal de droite « El Diario de HOY » suggéra alors que le fait avait eu pour objectif de fabriquer des martyrs et justifier des actes postérieurs de terrorisme. Deux mois plus tard une lettre ouverte fut publiée dans le même journal lié à l'ARENA et réclamant du Président de la République, Alfredo Cristiani, la détention des pères Montes et Ellacuría, leur sommation à des procès sommaires et à l'application de la peine de mort, en les responsabilisant de tous les attentats et assassinats survenus au pays! Quelques jours plus tard, sept bombes furent placées encore une fois à l'imprimerie de la UCA, quelques unes produisant leur effet. Bien entendu comme dans tous les cas antérieurs les auteurs de tels actes terroristes ne furent jamais identifiés. Il est clair que la haine générée par ces longues années d'attaques a servi de trame de fond pour justifier leur élimination le 16 novembre 1989. Selon les faits, et a posteriori, il est maintenant plus qu'évident que l'assassinat

du père Ellacuría et de ses compagnons avait pour objectif prioritaire d'empêcher que la vérité n'éclate. Les forces armées ont utilisé le moment de l'offensive de 1989 pour consumer un plan élaboré déjà depuis quelque temps. La justification du crime, anticipée depuis plusieurs années, avait suffisamment pénétrée certains esprits tordus par la haine, endoctrinés par des valeurs abjectes et bestiales, endormis par un entraînement qui enseigne à assassiner, à voler, à torturer, à violer et qui prône l'élimination de l'adversaire sans pitié. Cet entraînement, c'est précisément celui qu'a reçu le bataillon Atlacatl, spécialisé dans la lutte contre insurrectionnelle, auquel on a ordonné d'accomplir la mission «courageuse» d'assassiner impunément huit personnes sans défense et d'essayer d'attribuer le massacre aux rebelles.

Dans le document présenté par les avocats représentant les intérêts des victimes, voici comment était décrite l'oeuvre des pères jésuites assassinés le 16 novembre 1989. Les jésuites assassinés étaient des hommes de culture. Muni d'une solide formation universitaire et faisant preuve d'un intense dévouement au travail universitaire, les victimes rendaient service à la communauté, entre autres, par le biais du développement culturel. Les diplômés de la UCA, présents dans divers secteurs de la vie nationale salvadorienne se rappellent d'eux comme d'authentiques universitaires préoccupés par la recherche et l'établissement scientifique de la vérité historique. Toujours anxieux que cette vérité puisse aider à transformer la situation du Salvador et à l'arracher de l'état de sous-développement dans lequel il se trouve à plusieurs égards. Leur conception de la culture était enracinée autant dans les nécessités du Salvador que dans la foi chrétienne qu'ils professaient. Ainsi, la culture était pour eux avant tout la vérité accumulée en science, en comportements et en coutumes. Le document légal ajoutait que le manque de culture, c'est l'accumulation de mensonges sur ces mêmes aspects et thèmes. Dans cette perspective écrivait-on dans le recours judiciaire, les assassinats commis peuvent être vus dans le cadre d'une lutte de l'inculture contre la culture.

Dans ce sens on peut affirmer que l'engagement des pères jésuites du côté de la culture était aussi, et par dessus tout un engagement en faveur de la vie. Cette option pour défendre la vie et créer les possibilités pour l'améliorer à partir de l'engagement culturel, a conduit naturellement les jésuites à une option claire et profonde pour les pauvres, la fameuse «option pour les pauvres», idée chère au père Ellacuría. Ce sont en effet les pauvres, qui voient leur vie durement frappée et diminuée par les injustices sociales et par la guerre.

Ceux qui les haïssaient, au contraire, ne paraissaient pas avoir beaucoup de respect pour la vie. Sans aucun doute, ceux qui ont commis les assassinats et ceux qui les ont commandés, étaient des personnes qui pensaient que tuer des êtres humains peut aider à régler des problèmes politiques,

sociaux et économiques. Alors que les jésuites et ceux qui les entouraient, cherchaient la paix sur la base du dialogue et de mécanismes rationnels et humains, ceux qui ont planifié le massacre ont davantage fait preuve de confiance dans la mort, comme mécanisme de solution des problèmes de la vie.

L'option pour les pauvres des pères jésuites, a fait en sorte que l'on discutait leurs idées et que l'on discutait beaucoup d'eux également dans la société salvadorienne. Ceux qui pensaient que la culture est le privilège de quelques-uns ne comprenaient pas que la culture même peut conduire à une option préférentielle pour les pauvres et les opprimés. Ils ont alors essayé de voir des politisations inexistantes et des compromis obscurs de caractère international. Mais en face de ces secteurs, plutôt petits mais influents, cette même option en faveur des pauvres a attiré les pères jésuites au coeur du respect et de l'affection de bien des gens.

En effet les jésuites étaient avec les pauvres et seulement avec les pauvres. En fait ils n'hésitaient pas à dénoncer les aspects négatifs des deux groupes protagonistes de la guerre qui affectait le Salvador, quand l'un des deux frappait ou endommageait les intérêts des pauvres. C'était là une autre de leur belle qualité.

Cette haute moralité, conquise par un indéclinable et non négociable désir de paix et de justice, et où seraient présents les droits des plus pauvres de la société, explique en grande partie la solidarité internationale manifestée à l'égard de leur assassinat. Le monde a protesté non seulement parce que l'on avait assassiné huit personnes, mais aussi parce que ces huit personnes représentaient une partie importante des efforts pour la paix au Salvador.

Une paix avec la vérité, une paix avec la justice, une paix avec un respect progressif des droits de ceux qui se trouvaient et continuent de se trouver démunis de leurs droits les plus fondamentaux.

**DENIS RACICOT**

À l'occasion du 5<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat des jésuites au Salvador, nous avons réimprimé le texte que Jon Sobrino avait écrit le 29 novembre 1989, *Compagnon de Jésus, l'assassinat-martyre des jésuites* tel qu'éditionné par la Voix du Tiers-Monde, Entraide et Fraternité. L'auteur nous parle de ses frères jésuites : qui étaient-ils, pourquoi ont-ils été tués, qui les a tués? Quelle était leur vision de l'Église et de la théologie?

Vous pouvez vous procurer cette plaquette de 50 pages pour seulement 3 \$, en communiquant avec le  
Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine  
25 Jarry Ouest, Montréal, Québec H2P 1S6  
téléphone : (514) 387-2541 • télécopieur : (514) 387-5550

## Retour des réfugiés au Guatemala

# Une volonté sans faille

**CUARTO PUEBLO, IXCAN – RÉGION NORD DU QUICHÉ –, DIMANCHE 14 MARS 1982, JOUR DE MARCHÉ, L'ARMÉE ENTRE DANS LA COMMUNAUTÉ. LORSQU'ELLE REPARTIRA, ELLE NE LAISSERA DERRIÈRE ELLE QUE MORTS ET DÉSOLATION. C'EST APRÈS CE MASSACRE DE 300 PERSONNES ET CEUX QUI SUIVRONT QUE BEAUCOUP D'HABITANTS DE L'IXCAN IRONT SE RÉFUGIER AU MEXIQUE.**

Le 20 avril 1994, les familles de *retornados* (c'est ainsi qu'on appelle les réfugiés qui retournent au Guatemala) installées jusque là à Veracruz commencent leur déménagement vers Cuarto Pueblo. Elles ont dû attendre que l'armée lève le camp qu'elle y avait établi. Après douze ans d'exil au Mexique, comment imaginer qu'ils aient envie de vivre à un autre endroit que celui qui les a vus naître ?

Tout ce qui se trouve à Cuarto Pueblo a été transporté à dos d'homme. Car, que l'on vienne de Victoria 20 de Enero – lieu du premier retour collectif de réfugiés en janvier 1993 –, ou de Pueblo Nuevo, on ne peut se rendre à Cuarto Pueblo qu'en marchant.

Avant d'arriver à Cuarto Pueblo, j'ai passé quelques jours dans le camp de réfugiés de Veracruz. C'est à ce moment que j'ai réalisé que j'étais un accompagnateur international. À Veracruz, certains réfugiés – ceux qui doivent se rendre dans une autre communauté – dorment dans des *galeras* (abris construits avec du bois, des feuilles de tôle et du plastique) où ils sont regroupés par lieu de destination. Malgré la promiscuité, il y règne un grand esprit de tolérance. À Veracruz, il y a une clinique de Médecins du monde, la maison du représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la coordination internationale des accompagnateurs. C'est là que j'ai appris que je devais me rendre à Cuarto Pueblo pour y faire de l'accompagnement. J'ai donc quitté Veracruz et je me suis rendu à Pueblo Nuevo. En compagnie de Don Artemio, j'ai marché près de trois heures à travers la forêt dans un chemin boueux et accidenté. Croyez-le si vous le voulez, c'est là, en marchant que: «mais oui, bien sûr, je venais de comprendre... *Caminando* !»

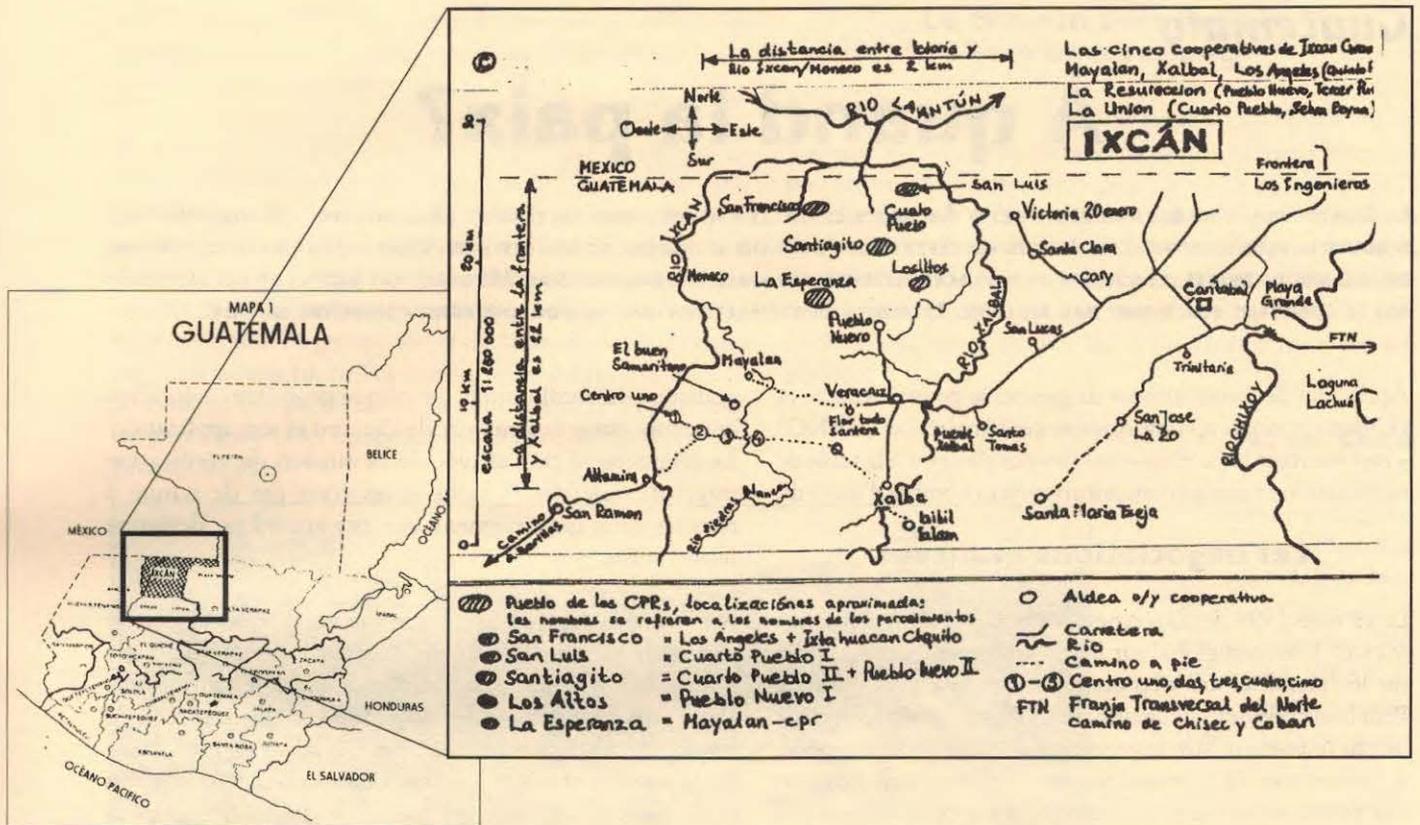
Ceux qui sont retournés vivre à Cuarto Pueblo, l'ont fait sans bénéficier d'une aide financière du HCR ou du gouvernement guatémaltèque. Car il n'y a pas eu d'entente entre les réfugiés et le gouvernement guatémaltèque au sujet de ce retour. Cuarto Pueblo se trouve dans une zone de conflit entre la guérilla et l'armée, il semble que ce soit pour cette raison qu'il n'y a pas eu d'accord, et que le gouvernement s'est opposé à ce retour.

Au moment où je m'y trouve, Cuarto Pueblo compte de 120 à 130 familles, soit un peu moins de 1000 personnes. Ici pas de maison du HCR, les «*médicos del mundo*» (médecins du monde) n'y font que des visites, la seule présence

internationale permanente, c'est celle des accompagnateurs. Cette dernière assure aux gens de la communauté une certaine sécurité, ceci, dans une zone fortement militarisée où on entend la nuit les échos de ce que l'on croit être des combats se déroulant dans la forêt.

Pour beaucoup d'habitants de Cuarto Pueblo, la journée commence à 4 h 30 du matin; le moulin à moudre le maïs se chargeant de réveiller les retardataires, quand ce n'est pas la radio d'un voisin. Les hommes se rendent à leur «*milpa*» (petite plantation de maïs), les femmes s'occupent de la cuisine et vont au «*río*» (rivière) pour laver le linge. Les enfants en âge d'être scolarisés sont à l'école – quand leurs parents ne s'y opposent pas –, les plus petits viennent parfois nous trouver pour jouer ou pour dessiner. Notre rôle d'accompagnateur à Cuarto Pueblo se limite le plus souvent à être avec la communauté et à rester vigilant. Par exemple, l'arrivée d'un hélicoptère a attiré mon attention et je me rends à l'endroit où il va atterrir. Ce jour-là, je suis le seul accompagnateur de la communauté, j'attends l'arrivée imminente de deux autres accompagnatrices venant de la communauté de Victoria 20 de Enero. Les hommes qui descendent de l'hélicoptère sont de la CEAR – une organisation gouvernementale guatémaltèque d'aide aux réfugiés –, ils viennent pour s'occuper des mines et des bombes qui ont été localisées par des habitants de la communauté. Elles ont été recouvertes par un morceau de plastique bleu pour avertir les membres de la communauté du danger. Les mines, c'est un autre problème - comme s'ils n'en avaient pas suffisamment - auquel sont confrontés les habitants de Cuarto Pueblo. Une mine a été trouvée alors qu'un homme travaillait dans sa *milpa*.

Malgré tout, les gens ne se plaignent pas, ils sont contents d'être revenus à Cuarto Pueblo. La vie y paraît paisible, pourtant, les choses peuvent changer très rapidement. Ainsi, des hommes qui reviennent de leur *milpa*, signalent qu'ils ont rencontré un groupe de soldats qui a fait feu au-dessus de leur tête. Nous, les accompagnateurs, envoyons un message pour signaler ce qui vient de se passer. Il n'y a pas de moyen de communication à Cuarto Pueblo, les messages sont transmis par quelqu'un qui se rend à pied à une autre communauté qui peut communiquer avec la capitale où se trouve la coordination internationale des O.N.G. (Organisations non-gouvernementales) faisant de l'accompagnement. Après cet incident, la tension était



grande au sein de la communauté, les gens hésitaient à circuler seuls dans la forêt et même en petits groupes. On nous demanda donc de l'accompagnement pour certains déplacements.

Cuarto Pueblo est particulièrement reculé. Un jour, une femme tombe gravement malade et doit se rendre à Pueblo Nuevo à trois heures de marche où il y a un médecin en permanence. Cette femme n'est manifestement pas en mesure de marcher. Deux personnes se proposent pour l'aider mais ce n'est pas suffisant pour la transporter. On diffuse un message à travers la communauté par le biais du haut-parleur, peu après, cinq femmes prennent la direction de la forêt pour rejoindre ceux qui venaient juste de partir. Un autre jour, en compagnie de quelques membres de la communauté, nous visitons le village et ses environs. On nous montre les endroits où se trouvent les restes des personnes tuées en 1982. Un survivant de la tragédie nous raconte l'histoire du massacre. Il nous explique comment, lui, avait survécu. Si terrible qu'elle puisse être, l'histoire de Cuarto Pueblo n'est qu'un cas parmi plus de 400!

Même en contact avec les survivants de cette tragédie humaine, j'ai eu du mal à réaliser ce qui s'était passé douze années plus tôt. C'est que pour ceux qui ne sont pas confrontés à un tel climat de violence, il est difficile d'imaginer qu'on puisse un beau jour décider de tuer comme cela hommes, femmes et enfants. C'est en raison de ce passé que les habitants craignent beaucoup les militaires, et les actes

d'intimidation de ceux-ci ne sont pas de nature à calmer ces craintes.

Mais heureusement, Cuarto Pueblo ce n'est pas seulement cela, c'est aussi le sourire de ses enfants, la gentillesse de ses habitants qui ne manquent pas une occasion de nous témoigner leur gratitude de nous avoir avec eux, le haut-parleur qui diffuse parfois des messages assez drôles; c'est également notre voisine Juanita et ses petits pains cuits dans son four en terre fraîchement construit, les parties nocturnes de loterie en compagnie des enfants à la lueur des bougies. En quittant Cuarto Pueblo, je ne me suis pas rendu compte que mon séjour en tant qu'accompagnateur était terminé. «Te vas de una vez?» (tu t'en vas et tu ne reviens pas?), c'est ainsi que l'on pourrait traduire la question que l'on pose à un accompagnateur quand il s'en va. Car les gens de la communauté pensent qu'on va dans une autre communauté et qu'on va revenir. Alors on répond que non, on rentre dans notre pays. On peut difficilement quitter une communauté comme celle de Cuarto Pueblo sans songer à y revenir. Je leur dis que je vais essayer de revenir, mais que, de toutes façons, on ne les laissera pas tomber, qu'au Canada nous travaillons pour que d'autres accompagnateurs puissent venir et à faire connaître leur situation.

**FRÉDÉRIC GIRARD**

Frédéric a séjourné trois mois au Guatemala dans le cadre du Projet d'accompagnement. Il a tellement aimé son expérience qu'il y est retourné, cette fois, avec les missions d'observation des Nations unies.

# À quand la paix?

**LE GUATEMALA, L'UN DES PREMIERS PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE À AVOIR CONNU UN CONFLIT ARMÉ INTERNE, EST AUSSI CELUI QUI ÉProuve LE PLUS DE DIFFICULTÉS À TOURNER CETTE PAGE POURTANT SI TERRIBLE DE SON HISTOIRE. DOIT-ON RAPPELER LA CENTAINE DE MILLIERS DE MORTS, LE MILLION DE DÉPLACÉS INTERNES, LES MILLIERS DE RÉFUGIÉS AU MEXIQUE, CES VEUVES ET CES ORPHELINS QUI SE COMPTENT ÉGALEMENT PAR MILLIERS. LE PEUPLE GUATÉMALTÈQUE VA-T-IL POUVOIR ENFIN CONNAÎTRE LA PAIX.**

Après plus de trente années de guerre, le gouvernement et l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque<sup>0</sup> (URNG) – représentant la guérilla – ont fini par s'asseoir à la table de négociation et sont parvenus à un certain nombre d'accords.

### Les négociations avancent

Le 29 mars 1994, le gouvernement et l'URNG signaient à Mexico l'Accord global sur les droits humains et l'Accord sur le calendrier des négociations pour une paix durable. Pour beaucoup de Guatémaltèques, l'Accord global constitue un pas important dans le processus de paix. Par cet accord, le gouvernement guatémaltèque «réaffirme son adhésion aux principes et normes destinés à garantir le respect des droits de l'homme».

Trois points importants sont notamment abordés dans cet accord, le premier concerne l'**impunité**, le gouvernement s'engage à ne favoriser aucune mesure de nature à empêcher le jugement ou le châtement de coupables de violations de droits de la personne. Le second est relatif à la **conscription militaire**, celle-ci «ne doit être ni forcée, ni occasion de violation des droits humains...»

Le dernier prévoit la création d'une **mission de vérification internationale** sous l'égide des Nations unies.

### Les violations des droits continuent

Le 30 mars 1994, au lendemain de la signature de cet accord, on a assassiné le président de la Cour constitutionnelle, Epaminondas Gonzalez Dubon. Durant le second trimestre de 1994, on observe que le climat de terreur s'est maintenu, 82 exécutions extra judiciaires ont été commises. Ceci montre, à tout le moins, une certaine impuissance du gouvernement et de l'appareil juridique à faire respecter la loi et à garantir la sécurité des citoyens. Malgré ce qui est prévu dans l'accord concernant la conscription militaire, l'organisation CONAVIGUA (Coordination nationale des veuves du Guatemala) continue à dénoncer<sup>1</sup> de nombreux cas de recrutement forcé. Là non plus le contenu de l'accord n'est pas respecté.

La lutte interne au sein de l'armée, entre une tendance «institutionnelle<sup>2</sup>» et une tendance «dure» - qui souhaite la

poursuite du conflit armé -, explique peut-être ce décalage qui existe entre la signature de l'accord et son application. Le retardement de l'arrivée de la mission de vérification internationale des Nations unies n'est pas de nature à rassurer ceux qui craignent que cet accord ne devienne lettre morte.

Sur leur lancée, le gouvernement guatémaltèque et l'URNG signent le 17 juin 1994 à Oslo, Norvège, un accord pour la réinstallation de la population déracinée par le conflit armé. Le 23 juin, toujours à Oslo, les parties concluent un accord pour l'établissement d'une «Commission pour l'éclaircissement historique des violations des droits humains et des faits de violence qui ont causé des souffrances à la population guatémaltèque».

La Commission de la vérité – telle que définie dans l'accord d'Oslo –, ne fait pas l'unanimité. Celle-ci ne prévoyant ni d'individualiser les responsabilités, ni d'avoir des effets judiciaires, certains<sup>3</sup> s'interrogent sur son éventuelle efficacité. Quand on sait les pressions qui sont faites à l'endroit des anthropologues qui se chargent des exhumations, ainsi qu'à l'endroit des familles qui les demandent comme ce fut le cas à Rabinal<sup>4</sup> (Baja Verapaz) au mois de juillet, on peut également se demander de quelle marge réelle de liberté va disposer cette commission de la vérité ?

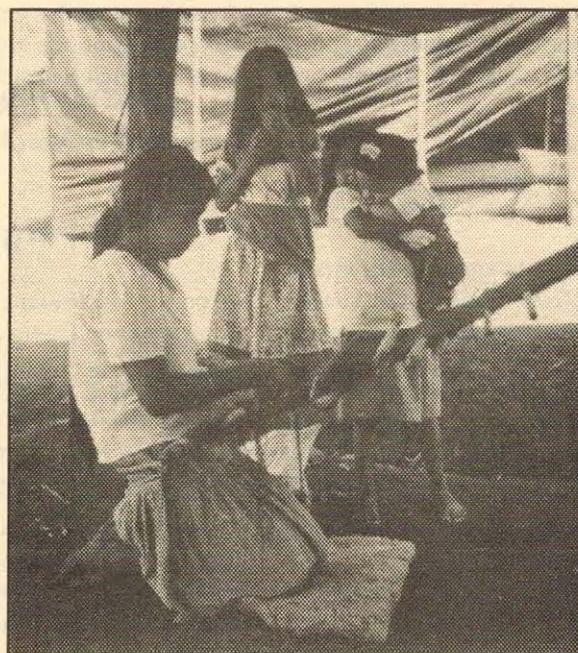
### Les électeurs boudent les partis politiques

Alors que les négociations de paix ont franchi un pas important et qu'on est parvenu à un accord sur les droits humains – des éléments de nature à rassurer les Guatémaltèques –, les électeurs guatémaltèques ne se sont pas déplacés en grand nombre pour participer aux élections du 14 août dernier. On enregistre un taux d'abstention de l'ordre de 78,9%! Outre une certaine méfiance vis-à-vis des partis politiques, cette abstention n'exprime t'elle pas aussi un certain scepticisme vis-à-vis des accords signés ?

Le gouvernement de M. De Leon Carpio va devoir collaborer avec un congrès où la droite est majoritaire. Le parti qui arrive en tête, n'est autre que celui du général Efraim Rios Montt. En effet, son parti, le Front républicain guatémaltèque

(FRG), obtient 40% des suffrages exprimés, le second est également un parti de droite, le parti de l'Avancée nationale (PAN) qui obtient 30%.

Le FRG et le PAN ont notamment fait savoir qu'ils n'approuveront pas la ratification de la Convention 109, concernant les peuples indigènes et tribaux en pays indépendants, de l'Organisation internationale du travail (OIT). Comment doit-on interpréter cette opposition du FRG et du PAN à cette convention qui stipule entre autres «qu'aucun État ou groupe social n'a le droit de dénier à une population autochtone l'identité qu'elle peut revendiquer...» alors même que parmi les thèmes de discussion du processus de paix figure celui concernant l'identité et les droits des peuples mayas.



## Le chemin vers la paix sera encore long

La question des PAC<sup>5</sup> et de leur avenir reste également en suspens, ce sera très certainement un obstacle dans les prochaines rencontres de négociation. Le problème de la démilitarisation de la société guatémaltèque sera aussi à l'ordre du jour des prochaines négociations. Le gouvernement et l'URNG ont signé des accords, mais le plus difficile reste à faire. À quoi servirait d'en parapher d'autres si l'accord fondamental concernant les droits humains n'est pas respecté ?

**FRÉDÉRIC GIRARD**

<sup>0</sup> Le 7 février 1982, quatre organisations, l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA), les Forces armées rebelles (FAR), le Parti guatémaltèque du travail (PGT), s'unissent au sein de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

<sup>1</sup> Le bureau de droits humains de l'Archevêché de Guatemala signale 29 cas de recrutement forcé entre le 23 mai et le 8 juin 1994.

<sup>2</sup> *Dial*, N° 1854, 3 mars 1994.

<sup>3</sup> Voir, *Verdad y Vida*, Reue trimestrielle du bureau des Droits humains de l'archevêché de Guatemala, N° 2, avril-juin 1994, p 5.

<sup>4</sup> *Siglo Veintiuno*, 30 juillet 1994.

<sup>5</sup> Les PAC (Patrouilles d'auto-défense civile) ont été créées sous le régime du général Efraim Rios Montt (03/82 à 08/83) pour lutter contre la guérilla. Elles auraient actuellement plus de 500 000 membres.

# Du pain et des roses!

**LE 26 MAI 1995, DES CENTAINES DE FEMMES ENTREPRENDRONT UNE LONGUE MARCHÉ QUI LES CONDUIRA DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 4 JUIN. ELLES SE RÉPARTIRONT SELON AU MOINS DEUX ITINÉRAIRES:**

- DE MONTRÉAL À QUÉBEC, EN PASSANT PAR LA RIVE-NORD DU ST-LAURENT
- DE LONGUEUIL À QUÉBEC, EN PASSANT PAR LA MONTÉRÉGIE ET LE COEUR DU QUÉBEC.

Des femmes de toutes les régions se joindront à la marche. Certaines formeront un noyau central qui parcourra 200 kms. D'autres, la plupart sans doute, marcheront durant une journée ou une demi-journée. Chaque jour, toutes ces femmes seront accueillies, nourries et hébergées par les groupes de femmes oeuvrant dans les régions traversées. Le 4 juin, à Québec, un grand rassemblement se tiendra devant l'Assemblée nationale. Nous attendons 10 000 personnes, hommes, femmes et enfants, pour exprimer leur solidarité avec les revendications des femmes à monsieur Jacques Parizeau, Premier ministre du Québec.

## Les revendications

Trente-cinq organismes communautaires, féministes et syndicaux, ont effectué une tâche exigeante: prioriser des demandes en veillant à ce qu'elles rejoignent le plus grand nombre possible de femmes.

- 1) Un programme d'infrastructures sociales avec des emplois accessibles dès maintenant aux femmes.
- 2) Une loi proactive sur l'équité salariale.
- 3) L'augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté (8,15\$ de l'heure).
- 4) L'application de la loi des normes minimales du travail à toutes les personnes participant à des mesures d'employabilité.
- 5) Un système de perception automatique des pensions alimentaires avec retenue à la source.
- 6) La création d'au moins 1 500 nouvelles unités de logement social par année.
- 7) L'accès aux services et aux programmes existants de formation générale et professionnelle, avec soutien financier adéquat, pour toutes les personnes qui ne sont pas prestataires de l'assurance-chômage ou de la sécurité du revenu, en vue de leur insertion au travail.
- 8) L'application rétroactive de la réduction du parrainage de 10 à 3 ans pour les femmes immigrantes parrainées par leur mari ainsi que la mise sur pied d'un mécanisme d'accès aux droits sociaux pour les femmes parrainées victimes de violence conjugale et familiale.
- 9) Le gel des frais de scolarité et l'augmentation des bourses aux étudiant-e-s.

## Pourquoi cette marche?

Parce que la pauvreté des femmes et leurs enfants est un scandale qui a assez duré. Nous voulons y apporter des remèdes efficaces et durables. Nos revendications s'adressent au gouvernement du Québec et se situent dans des domaines où il a le pouvoir de les satisfaire.

Nous avons beaucoup parlé de la pauvreté du Québec cassé en deux, des conséquences intolérables de cet état de fait sur les enfants. Il est temps d'agir! Notre marche, précédée d'une campagne d'éducation, nous permettra d'aller chercher l'appui de la population et, nous l'espérons, du gouvernement du Québec.

## Pourquoi «du pain et des roses»?

À la fin du siècle dernier, des ouvrières américaines avaient choisi ce slogan pour illustrer leurs demandes: diminution du temps de travail, augmentation des salaires, abolition du travail des enfants. Nous reprenons ce thème aujourd'hui car il illustre bien le sens profond des besoins et des revendications des femmes: une amélioration tangible de leurs conditions de vie, mais aussi, du temps pour vivre des rapports humains harmonieux, du temps et du soutien pour s'occuper de leurs enfants, bref, la possibilité de concilier leur vie familiale (et personnelle) et leur travail à l'extérieur du foyer.

## Qui organise la marche?

Le projet a vu le jour en mars dernier lorsque la Fédération des femmes du Québec a convoqué une rencontre pour en discuter. Vingt-deux groupes de femmes ont répondu à l'appel et ont amorcé immédiatement les préparatifs du projet.

Plus de 35 groupes provinciaux féministes, communautaires et syndicaux constituent maintenant un vaste comité organisateur. Au moins huit tables régionales de groupes de femmes ont décidé de participer à cette marche où leur implication est incontournable.

Notre regroupement est représentatif de la plupart des composantes du mouvement des femmes: groupes d'actions et de services, comités syndicaux de condition féminine, femmes dans l'Église, femmes des communautés culturelles, femmes autochtones, groupes de défense des droits des personnes assistées sociales, etc.

La marche des femmes contre la pauvreté soulève un enthousiasme énorme. Ce projet rassembleur vient secouer la morosité ambiante. Il nécessite la concertation, la solidarité et ... l'effort! Souhaitons que notre gouvernement entendra notre message d'exigence et d'espoir et y répondra positivement.

### **La marche des femmes contre la pauvreté**

Êtes-vous prêtes à marcher contre la pauvreté?  
La marche des femmes contre la pauvreté se déroulera du 26 mai au 4 juin 1995.

Nous nous rendrons à Québec, en apportant au gouvernement des revendications précises pour l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes.

Pendant dix jours, les femmes du Québec se mobiliseront afin de sensibiliser la population en général ainsi que les décideurs sur la question de la pauvreté des femmes.

Nous souhaitons organiser deux contingents qui marcheront vers Québec pour le grand rassemblement du 4 juin.

Vous joindrez-vous à nous?

Si la marche vous intéresse, contactez:

**LA MARCHÉ DES FEMMES**  
**MICHÈLE ROULEAU**  
**5225 RUE BERRI, BUREAU 100, MONTRÉAL, QC H2J 2S4**  
**TÉL.: (514) 948-1994 • 1-800-817-1994**

**JE M'ABONNE AU CAMINANDO**   
**JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO**

**NOM** \_\_\_\_\_

**ADRESSE** \_\_\_\_\_

**VILLE** \_\_\_\_\_ **CODE POSTAL** \_\_\_\_\_

**Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger**

**Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine**

**25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6**

**Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550**

---

# S O M M A I R E

<b>Témoignage</b>	<b>2</b>
<b>DOSSIER ROMERO 95</b>	
<b>L'audace de Romero</b>	<b>3</b>
<b><i>El Viejito</i> et les groupes organisés</b>	<b>5</b>
<b>Pauvreté sans frontière</b>	<b>8</b>
<b>L'audace québécoise</b>	<b>10</b>
<b>Lettre à Carter</b>	<b>12</b>
<b>La dimension politique de la foi</b>	<b>13</b>
<b>Assassinat des jésuites au Salvador :</b>	
<b>Je me souviens</b>	<b>16</b>
<b>Retour des réfugiés au Guatemala :</b>	
<b>Une volonté sans faille</b>	<b>18</b>
<b>Guatemala : À quand le paix ?</b>	<b>20</b>
<b>Du pain et des roses !</b>	<b>22</b>

**Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.**

**Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6**  
**Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550**

**Comité de rédaction :** Jean Greffard, Nicole Leduc, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. **Traduction :** Suzanne Manseau et Madeleine Perreault. **Collaborations :** Henriette Bazinet, Marguerite Bourgeois, Yves Carrier, Benoit Fortin, Céline Galipeau, Marcelle Gendreau, Céline Girard, Frédéric Girard, Yves Lapierre, Georges Le Bel, Vilma Munguía Palacios, Denis Racicot et Daniel S. Legault. **Infographie :** Louise Gravel. **Dessin de la page couverture :** Guylaine Gauthier

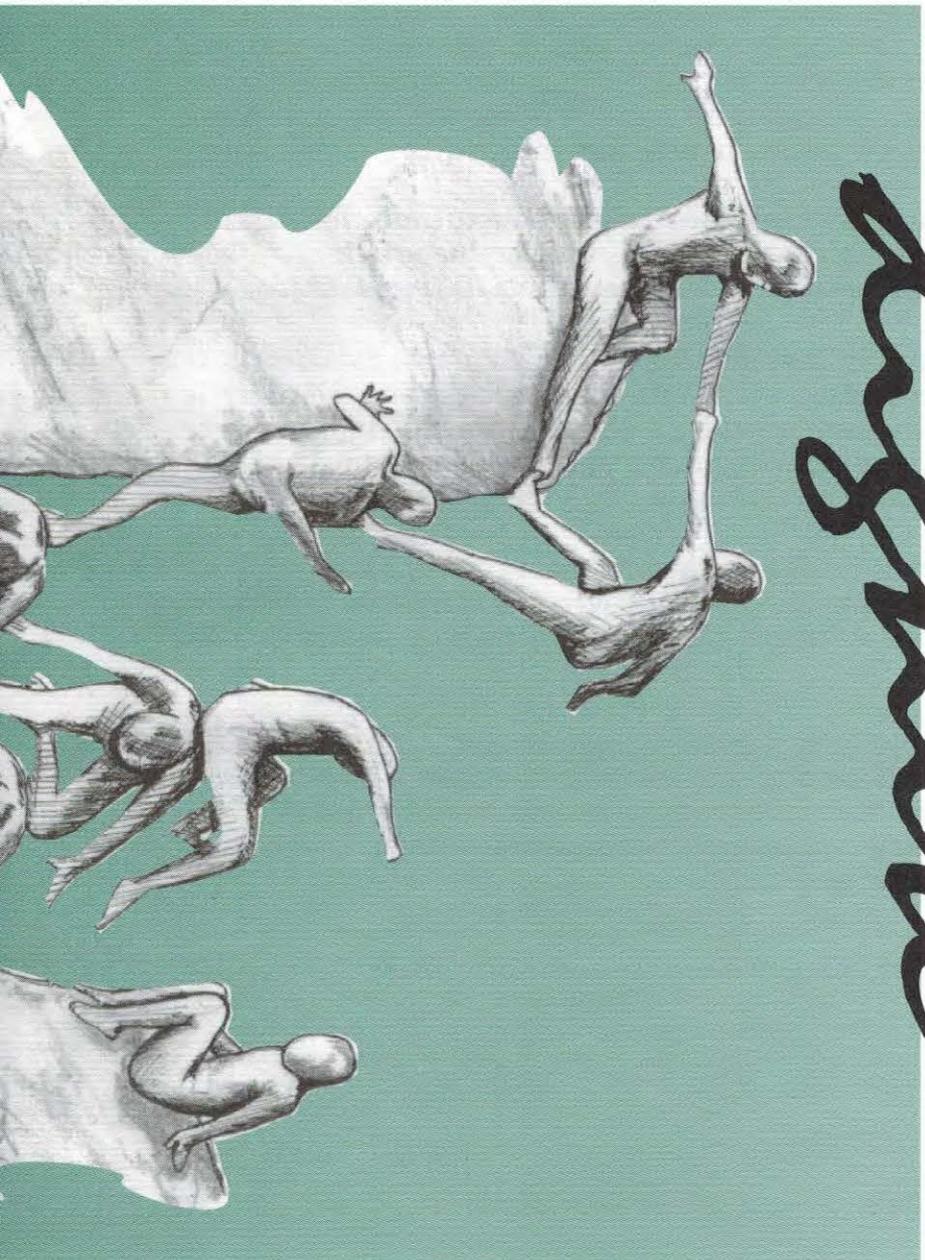
de l'assassinat

Romero '95

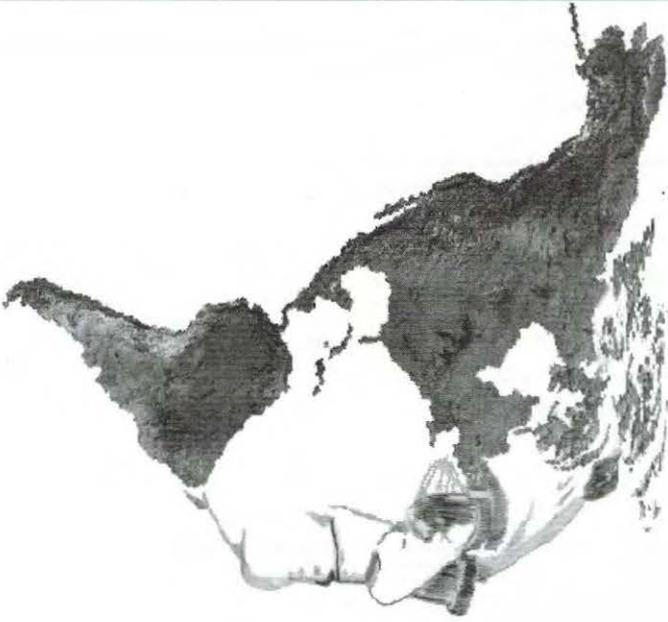
Risqueu l'audace

au nom de la

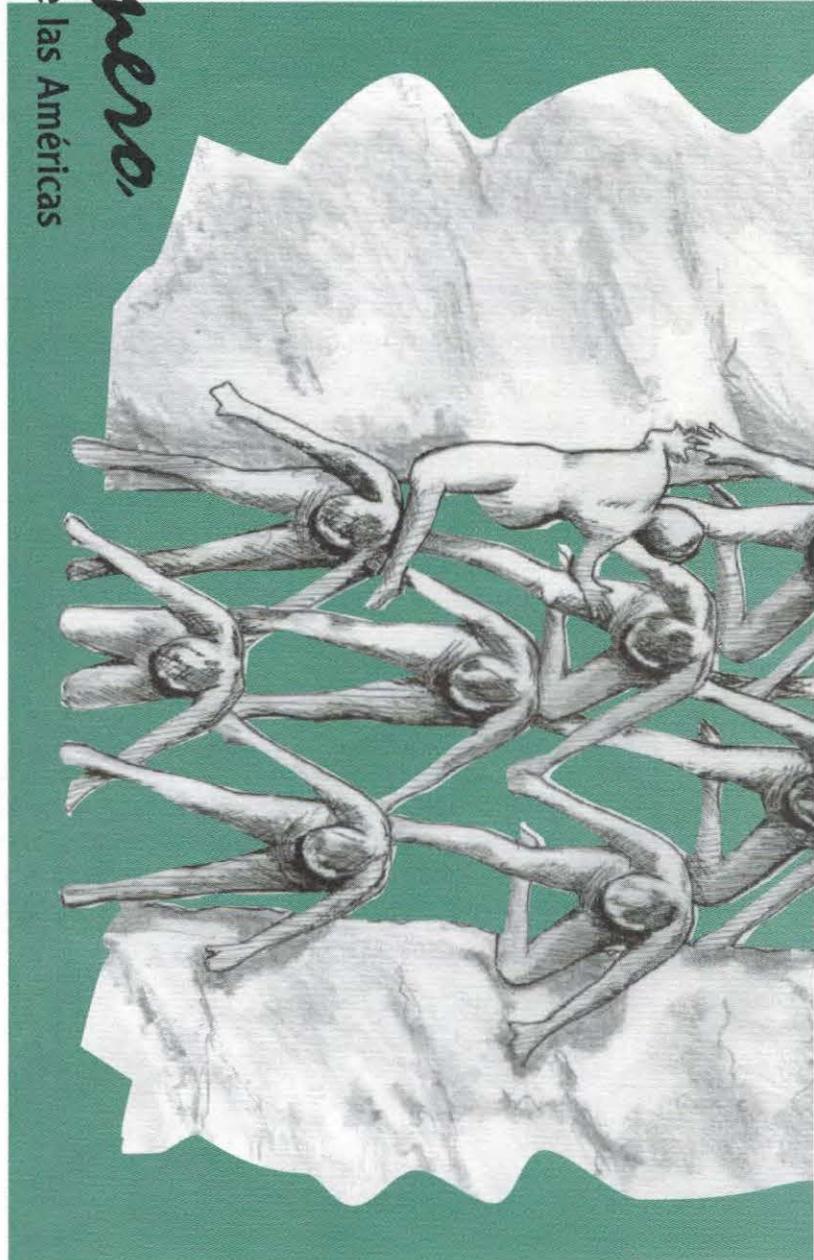
discrétion



15<sup>e</sup> anniversaire



**Romero,**  
de las Américas



# OUTIL D'ANIMATION, ROMERO 1995

## RISQUER L'AUDACE AU NOM DE LA DIGNITÉ

### Présentation du thème

«Quoique ce soit que tu puisses faire, entreprends-le. L'audace porte en elle génie, pouvoir et magie.» Cette citation de Goethe illustre bien le pouvoir créateur de l'**audace**, qui se retrouve au coeur de notre thème, cette année. Risquer l'audace, mais pas pour n'importe quoi. Risquer l'audace au nom de la dignité, au nom d'une société plus juste, plus respectueuse de l'humain dans son intégrité.

«Ne doutez jamais qu'un petit groupe de personnes qui se sentent concernées par des situations d'injustice et qui réfléchissent ensemble, puissent changer le monde. D'ailleurs, c'est toujours de cette façon que ça se passe.» (Margaret Mead)

*Risquer l'audace au nom de la dignité* n'est pas qu'un slogan. Chaque jour des femmes et des hommes doivent lutter pour conserver ou retrouver leur dignité. Derrière le risque se cache forcément un ou plusieurs enjeux. La dignité humaine, tant menacée présentement, constitue un enjeu des plus importants, au Nord comme au Sud. Pour l'atteindre, l'audace de nos actions s'avère nécessaire.

Plusieurs obstacles se dressent devant nous : la peur de l'inconnu, l'insécurité de nos moyens et l'incertitude des lendemains. Mais quelle certitude avons-nous sans risquer l'audace? Celle du statu quo? À moins que ce ne soit celle de laisser de côté notre potentiel créateur.

Risquer l'audace, c'est comme se retrouver devant un gouffre à franchir où il n'y a pas de pont déjà construit. Risquer l'audace, c'est vouloir traverser d'une falaise à l'autre, même s'il n'y a pas de pont. Il nous faut faire preuve de créativité, de ténacité, d'engagement et de solidarité. Risquer l'audace, c'est aussi se laisser tirer par la force d'un projet qui est porteur de vie.

### La Coalition Romero

## **Démarche pédagogique**

1- Réfléchissez sur ce que comporte, au Sud comme au Nord, une société plus juste, où l'on respecte la dignité humaine. Identifiez les éléments de changement que vous voulez voir apparaître dans votre milieu, votre localité, votre région, votre pays et partout dans le monde. **Quel visage la falaise à atteindre prend-elle? Quel attrait cette falaise exerce-t-elle sur nous?**

2- Identifiez les obstacles qui se dressent entre nos actions audacieuses et la construction d'une société plus juste. **Quels risques devons-nous franchir?**

3- Regardez autour de vous les gens qui ont posé des gestes audacieux ou les gestes que vous-mêmes avez déjà eu l'audace de poser. Quels ont été les résultats? Identifiez les gestes audacieux que vous voulez poser. Ces gestes ont-ils l'audace de s'inscrire dans un processus de construction de solidarités humaines? **Quels ponts devons-nous construire pour atteindre la falaise? Avec qui?**